# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

# SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LE PROLETARIAT CHILIEN

2 2 F

# parti communiste international

**Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.**

**Correspondance :**
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
**Versements :**
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

## PERIODIQUES DU PARTI

— **PROGRAMME COMMUNISTE** (Revue théorique internationale)

— **LE PROLETAIRE** (journal bimensuel)

— **IL PROGRAMMA COMUNISTA** (journal bimensuel)

— **EL PROGRAMA COMUNISTA** (publication trimestrielle)

**Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !**

## PERMANENCES DU PARTI

- **A Lille :** le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- **A Marseille :** les samedis 11 et 25 octobre de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4e étage).
- **A Mulhouse :** le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- **A Paris :** 20, rue Jean-Bouton (12e) Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
  - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche.
- **A Strasbourg :** le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- **A Toulouse :** vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

**Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !**

## Soutenez la presse du Parti !

Au cours de l'année 1974, le parti a publié deux nouvelles brochures, une en espagnol **(Partido y clase)** et une en allemand **(Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus)**, tandis qu'il a assuré la republication de la brochure italienne **Tracciato d'impostazione — I fundamenti del comunismo rivolzionario.** Parallèlement le parti a publié deux fascicules en italien, **Punti di azione sindacale** et **Solidarietà di classe col proletariato cileno,** un en grec avec une présentation générale de nos thèses et deux suppléments au **Prolétaire** pour la Suisse, consacrés l'un à la solidarité avec les travailleurs immigrés, l'autre à la revendication du front unique du prolétariat face au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Enfin les deux brochures en langue portugaise **Teses caracteristicas : Bases de adesão** et **Lições das contra-revoluções** ont fait l'objet d'un retirage.

La revue théorique internationale **Programme Communiste,** contenant désormais des articles en anglais est parue avec 4 numéros, la revue espagnole **El Programa Comunista** avec 3 numéros, tandis qu'ont été publiés 23 numéros à six pages du journal **Il Programma Comunista** et 24 numéros du **Prolétaire.** De plus 1974 a vu la naissance du mensuel en langue espagnole **El comunista.**

Il faut ajouter dans le cadre de cette activité multiforme une série importante de tracts distribués à l'échelle internationale par nos sections et des réunions publiques, surtout en Italie et en France.

L'année 1975 exigera des efforts et des initiatives plus vastes encore sur le plan de la propagande comme sur celui de l'agitation et de l'intervention dans les luttes sociales et politiques.

Dans l'immédiat, une brochure française intitulée **Parti et Classe** qui regroupera les textes publiés dans l'ancienne du même nom ainsi que **Le principe démocratique** doit paraître. Elle sera suivie assez rapidement d'une nouvelle brochure anglaise **(Party and Class)** ainsi que d'une nouvelle brochure portugaise **(Os fundamentos do comunismo revolucionario).** Le présent numéro du **Prolétaire** paraît, pour la première fois, sur huit pages, et nous espérons pouvoir répéter cet effort au cours de l'année.

Cet effort de publication représente pour le parti un effort financier très important. C'est le devoir élémentaire non seulement de tout militant, mais aussi des sympathisants et des lecteurs, de soutenir par des souscriptions régulières et généreuses une activité qui ne doit pas se ralentir. L'intervention plus régulière, plus complète et plus ramifiée du parti dans tous les aspects et épisodes de la lutte de classe exige un soutien constant, et de ceux qui adhèrent à sa ligne et militent dans ses rangs, et de ceux qui suivent avec sympathie sa difficile bataille quotidienne.

Souscrivez ! Envoyez vos souscriptions par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de F. Gambini, au **Prolétaire,** 20, rue Jean-Bouton, Paris-12e.

**LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE**

**Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :**

**B.P. 85**
**Montchoisy**
**LAUSANNE 19**

# S O M M A I R E

INTRODUCTION

QU'ON TIRE AU MOINS DE L'EXPERIENCE D'ALLENDE UNE CONFIRMATION DE LA NECESSITE DE LA VIOLENCE ET DE LA TERREUR

Traduit de l'italien, "Il Programma Communista" n° I6, Août 73.

LA VOIE "PACIFIQUE" EST LA VOIE DU SUICIDE, ET MENE AU MASSACRE DE LA CLASSE OUVRIERE

" Le Prolétaire " n° 157, 24 Septembre 1973 .

AUCUNE CLASSE NE PEUT VAINCRE SANS REVOLUTION VIOLENTE
AUCUNE NE PEUT CONSERVER LE POUVOIR SANS DICTATURE ET TERREUR

" Le Prolétaire " n° 158, 8 Octobre 1973 .

APRES LE CHILI, PLACE AU " COMMUNISME DES GENS BIEN "

" Le Prolétaire " n° 159, 22 Octobre 1973 .

CHILI : LES"LEÇONS" DU MIR

" Le Prolétaire " n° 165, 28 Janvier 1974 .

LES ERREURS QUE VOUS FEREZ TOUJOURS

" Le Prolétaire " n° 175, I7 Juin 1974 .

UN AN DE TERREUR

" Le Prolétaire " n° 179, 9 Septembre 1974 .

LA LECON DE LA TRAGEDIE CHILIENNE

" Le Prolétaire " n° 180, 23 Septembre 1974 .

MIGUEL ENRIQUEZ

" Le Prolétaire " n° 182, 21 Octobre 1974 .

- - - - - - - - - - - -

Supplément au Prolétaire n° 202
imp. spéc.

# SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LE PROLETARIAT CHILIEN

## INTRODUCTION.

Devant la tragédie des prolétaires et des paysans chiliens, ni les partis de "gauche" des autres pays, ni les résidus des partis chiliens en exil n'ont cru bon de soumettre à la critique les orientations essentielles de l' "Unité Populaire". Ils ont même reconstitué l'esquisse d'une coalition analogue; pire encore, s'il y a eu des critiques (comme par exemple, celles du P.C.Italien et du P.C.Français) elles ont été dirigées contre les erreurs.... extrémistes d'Allende, coupable, aux yeux de ces "experts politiques", de ne pas avoir suffisamment élargi les limites de la coalition gouvernementale et de sa base de soutien en direction des groupes bourgeois les plus importants (comme la Démocratie chrétienne) et de l'armée, ou encore de ne pas avoir suffisamment tenu compte de la nécessité de ne pas brusquer la petite bourgeoisie et même... les propriétaires fonciers!

Bien loin d'apporter le socialisme aux masses (un "socialisme" sans prise de pouvoir, sans destruction de la machine d'Etat bourgeoise, ni remplacement par une république ouvrière-soviétique, etc.) et encore moins de "vaincre définitivement le fascisme" (et on sait que c'est dans ce but que certains responsables militaires avaient été appelés au gouvernement de l'U.P.), l' "Unité Populaire"a apporté au contraire aux travailleurs chiliens la domination féroce de Pinochet et de ses bourreaux. Non seulement l'U.P. n'a rien fait pour prévenir le coup d'Etat, mais elle a empêché toute résistance à celui-ci de la part des ouvriers et des paysans en les désarmant systématiquement. Pourtant, aux yeux des soi-disant "chefs" actuels du mouvement ouvrier, tous ces faits ne semblent pas devoir justifier que l'on reconsidère cette tactique, sinon pour en accentuer encore les aspects les plus caractéristiques et les plus désastreux.

En fait, le FRONT POPULAIRE, dont l'U.P. a été une ennième application, est devenu l'orientation tactique essentielle des partis soi-disant "communistes"actuels: cette"grande expérience anti-fasciste" constituerait, aux dires de leurs"théoriciens", un acquis historique irrévocable et définitif, les prémisses de tout progrès concret du mouvement ouvrier.

En réalité, le Front Populaire se fonde sur des présupposés qui ont déjà conduit à maintes reprises le prolétariat au massacre, et qui ont freiné, ou même empêché totalement la reprise du mouvement, souvent pour de longues périodes historiques. La philosophie du front populaire est celle-là même des "bourgeois déguisés en tribuns" auxquels, en 1851 déjà, Blanqui, en parfait accord avec Marx, attribuait la responsabilité de la défaite prolétarienne de Juin 1848 à Paris ("Quel écueil menace la révolution de demain? L'écueil où s'est brisée celle d'hier, la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns (...). Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère! Qui a du fer a du pain. On se prosterne devant les baïonettes, on balaie les cohues désarmées (...). En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra. Mais les prolétaires qui se laisseront amuser par des promenades ridicules dans les rues,

par des plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère, toujours!").

La philosophie du Front Populaire, c'est aussi celle des populistes dégénérés ou des mencheviks, avec leur culte de la "démocratie révolutionnaire", qui revenait en fait à défendre les intérêts des bourgeois et des propriétaires fonciers, sous le prétexte bien connu de "ne pas effrayer la bourgeoisie". C'est évidemment la politique de la social-démocratie pourrie, qui s'est traduite par l' "Union sacrée" dans la guerre impérialiste, et contre laquelle se dressa la III° Internationale de Lénine.

Mais c'est aussi et surtout la philosophie du stalinisme, destructeur de la III° Internationale, assassin des compagnons de Lénine, "organisateur de défaites" prolétariennes: 1927 en Chine, 1936-39 en Espagne (et en France), et plus récemment en Indonésie le massacre des ouvriers et des paysans (grâce aux lumières de la"pensée Mao-tse-tung"), voilà quelques exemples des effets du front populaire stalinien, et post-stalinien.

"Quelle que soit la difficulté qu'on ait à le croire, écrivait Trotsky en 1936, il n'en est pas moins vrai que quelques cyniques essaient de justifier la politique du Front populaire en se réclamant de Lénine, qui, paraît-il, a démontré qu'on ne peut pas se passer de "compromis" et en particulier d'accords avec d'autres partis.

"Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais aussi de vastes secteurs de la bourgeoisie combattaient l'ancien régime. Si, d'une façon générale, une politique de front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs, les faussaires feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment, et dans quelles circonstances le parti bolchevik a réalisé en Russie un simulacre de front populaire? Qu'ils fassent travailler leurs méninges, et fouillent dans les documents historiques!

"Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites bourgeoises pour le transport clandestin en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes des pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours, dans certaines circonstances, et au deuxième degré, à des blocs électoraux avec les mencheviks ou avec les socialistes révolutionnaires. C'est tout. Ni "programmes" communs ni organismes permanents, ni renonciation à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis - Lénine n'avait en vue que ceux-là - n'avaient rien de commun avec le front populaire qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période - et quelle période! - par une politique et un programme communs, par une politique de parade, de déclamations et de poudre aux yeux. A la première épreuve sérieuse, le front populaire se brisera et toutes ses parties constitutives en sortiront avec de profondes lézardes. La politique de front populaire est une politique de trahison.

"La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la

suivante: Marcher séparément, frapper ensemble! La règle des chefs de l'Internationale Communiste d'aujourd'hui est celle-ci: Marcher ensemble pour être battus séparément! Que ces Messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils s'arrangent pour laisser Lénine en paix!

"Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations de chefs vantards prétendant que le front populaire a "sauvé" la France du fascisme; en réalité, cela veut dire tout simplement que nos héros apeurés se sont sauvés par leurs encouragements mutuels d'une frayeur plus grande. Pour combien de temps? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est passé dix années marquées par des alternances de flux et de reflux. A l'époque, les Blum et les Cachin (les sociaux-démocrates et les staliniens, NdR) allemands ont maintes fois proclamé leur "victoire" sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus, et nous n'avons pas eu tort (...). La lutte (...) contre le fascisme et la guerre - pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses - est ou bien un leurre, ou bien une lutte pour renverser le capitalisme" (1).

Le rôle qu'ont joué dans le passé les Louis Blanc, puis les sociaux-démocrates, ce sont les staliniens et leurs héritiers qui l'assument depuis 1926. Comme les sociaux-démocrates, ils ont basé leur politique sur la conservation de l'ordre capitaliste, au moyen d'alliances entre la bourgeoisie et le prolétariat avec des prétentions plus ou moins réformistes, sans hésiter à l'occasion (toujours comme les sociaux-démocrates) à réprimer avec la plus grande énergie contre-révolutionnaire les secteurs ouvriers "incontrôlables" et les minorités d'avant-garde, depuis les authentiques bolcheviks jusqu'aux centristes de gauche ou non (type POUM) si nécessaire.

Une pareille politique de conservation bourgeoise aboutit en définitive, à l'échelle mondiale, au maintien du statu-quo.

Dans les pays arriérés, en dépit de ses prétentions réformistes, antiféodales, anti-impérialistes, elle converge objectivement avec l'impérialisme en empêchant la destruction de structures archaïques fossilisées et la naissance de nations bourgeoises modernes, comme le montre amplement "l'expérience chilienne", et comme l'a montré de façon encore plus éclatante l'exemple de la Chine en 1926.

Dans les pays capitalistes développés, ses prétentions anti - fascistes (le fascisme, réaction bourgeoise au sens le plus complet du terme, étant en l'occurence identifié à une réaction... féodale), résistent encore moins à une analyse critique sérieuse, tant du point de vue théorique que du point de vue pratique. Depuis Marx, c'est un point acquis et indiscutable que le processus de développement économique du capitalisme est un processus de concentration et de centralisation du capital qui s'accompagne d'un renforcement des antagonismes de classe et de la lutte de classe. Les deux lignes, la ligne économique et la ligne sociale, étroitement entrecroisées, imposent à la bourgeoisie de rendre plus rigide et de concentrer sa puissance politique pour réagir contre la désagrégation du système et contre l'éclatement de la lutte de classe prolétarienne. Le fascisme ne peut donc être combattu et abattu qu'au moyen des méthodes de la lutte révolutionnaire prolétarienne. Essayer de s'y opposer en maintenant

---

(1). Léon Trotsky, "La France à un tournant", 28 Mars 1936.

le capitalisme ne peut signifier que deux choses: d'une part qu'on essaie d'empêcher l'explosion de la lutte de classe, d'autre part qu'on assume - dans la mesure où on le peut - les tâches mêmes du fascisme. Pour prouver que le fascisme est superflu, les staliniens ont, avec leurs fronts populaires, désarmé ou empêché l'armement des prolétaires et tué la révolution; sous la pression des antagonismes sociaux objectifs et d'une crise croissante, ils ont fini par livrer la classe ouvrière pieds et mains liés au fascisme.

Aux antipodes de la politique de front uni par le bas, qui signifie la création d'une unité d'action de tous les ouvriers indépendamment de leur affiliation politique pour défendre contre l'offensive capitaliste leurs conditions de vie et de lutte sur le plan économique, politique et militaire - défense qui n'est réalisable qu'avec les méthodes de la lutte de classe et qui constitue donc une base favorable pour l'accroissement de l'influence communiste dans les rangs du prolétariat - , la politique de front populaire est une politique de capitulation totale et sans conditions devant l'ennemi. Dans ce sens, - et aussi paradoxal que cela puisse paraître - la politique du "social-fascisme" ou de la"troisième période" ne se distingue pas, dans son essence renonciatrice, de la politique du front populaire; à part le fait qu'elle ne fut rien d'autre qu'un tournant empirique dans le cadre d'une ligne éclectique en zig-zag, et qu'elle débouche de façon tout aussi empirique et éclectique dans l'anti-fascisme le plus vulgaire, la politique stalinienne de "gauche" à l'égard des sociaux-démocrates et des démocrates "en général" au cours des années qui ont immédiatement précédé 1933, implique la renonciation au front le plus élémentaire d'autodéfense des ouvriers, l'abandon, à travers la sortie des syndicats, des grandes masses aux mains de la social-démocratie déjà elle-même capitularde, et l'adoption, en ce qui concerne la collaboration de classe, d'une position inouïe, celle de l'appui indirect et même direct au national-socialisme (Aujourd'hui il y a même une troisième variante: on invite directement au front populaire les fascistes "repentis", les Spinola au Portugal, les franquistes et les carlistes qui se sont refait une virginité dans l'Espagne de la future "réconciliation générale" dont rêve Carillo!).

La tragédie chilienne est venue encore une fois confirmer douloureusement le caractère désastreux de la politique des fronts populaires.

Malheureusement, l'ABC du marxisme, qui permet de combattre à l'avance une telle politique de façon non équivoque , n'est le patrimoine que d'une infime minorité qui lutte contre le courant et qui, pour cette raison manque (aujourd'hui!) de liens organiques avec les grandes masses, ainsi que des forces et des moyens nécessaires pour influencer et soustraire du joug de l'opportunisme des couches ouvrières de quelque importance. Mais la tâche de cette minorité - pénétrer dans chaque faille ouverte par le développement de la situation objective pour travailler à organiser en parti les éléments les plus capables et les plus combattifs - n'est réalisable que s'il existe une clarté et une continuité politiques reposant sur une solide discipline théorique et programmatique et se reflétant dans une action appropriée, sur la base des enseignements stratégiques et tactiques de la lutte de classe.

La solidarité avec le prolétariat chilien doit signifier en premier lieu agir, dans la mesure de ses forces, pour éviter qu'au Chili et ailleurs se répète, comme trop souvent dans le passé, "l'expérience chilienne".

QU'ON TIRE AU MOINS DE L'EXPERIENCE D'ALLENDE UNE CONFIRMATION DE LA NECESSITE DE LA VIOLENCE ET DE LA TERREUR.

---

Depuis qu'Allende est arrivé au "pouvoir" au Chili, son expérience aurait dû représenter pour l'opportunisme de toutes les couleurs et de tous les pays une confirmation, et même la démonstration éclatante, de la possibilité d'une instauration pacifique du socialisme. On attendait de lui, en somme, le démenti solennel du "catastrophisme révolutionnaire", et partant la revanche du gradualisme social - démocrate.

La thèse était déjà fausse au départ: aucun des projets - et aucune des réalisations pratiques - d'Allende n'était et ne pouvait être "socialiste"; c'étaient toutes des mesures non seulement compatibles avec le maintien du mode de production capitaliste et de ses superstructures politiques, sociales, juridiques, mais destinées à en consolider les bases en les libérant des entraves d'une économie arriérée et d'une société correspondante, inadaptée au plein développement des forces productives modernes: une timide "réforme agraire", une série limitée de "nationalisations" contre indemnités, une tentative bâtarde, étant donnée la puissance des intérêts en jeu, de se dégager de la pesante domination directe des sociétés industrielles et commerciales nord-américaines, mais certes pas de la domination du marché mondial qui permet au Chili de ne pas étouffer. On n' "instaure" pas le"socialisme dans un seul pays" et à supposer même, par pure hypothèse, que les mesures prises ou prévues par le gouvernement Allende puissent être dites socialistes, leur "radicalisme" supposait, pour être poussé à fond et ne pas rester à la surface des choses, une prise de pouvoir réelle, ce qui signifie la rupture du statu quo, la suppression de tous les droits politiques pour les classes possédantes (bourgeoisie au sens propre, propriété foncière traditionnelle etc...), la destruction totale de l'appareil d'Etat existant, la dictature d'un parti révolutionnaire unique; toutes conditions qui étaient en contradiction avec le programme, lesbuts et la base sociale du regroupement politique hétérogène d'Allende.

Ce que l'on peut concéder c'est que, dans un pays comme le Chili qui n'a encore qu'un pied dans le plein capitalisme, les premières mesures despotiques d'un gouvernement révolutionnaire digne du qualificatif de marxiste (et celui d'Allende ne prétend même pas l'être, même s'il plaît aux journalistes et à ceux qui les paient de le présenter comme tel) doivent être forcément prudentes et "progressives", à condition toutefois qu'elles soient précisément despotiques, c'est-à-dire non soumises à quelque loi, à quelque "droit" constitué que ce soit, et encore moins au droit de propriété. La dictature du prolétariat ne peut pas ne pas être gradualiste en économie. Mais son gradualisme est nécessairement un gradualisme radical, qui implique le bouleversement révolutionnaire de tout un réseau de rapports économiques et sociaux, et qui est donc le contraire du gradualisme dans le domaine des rapports de force entre les classes, et par conséquent du pouvoir. Sans cette condition sine qua non, un gouvernement "ouvrier" peut se définir comme cela lui chante, il ne construit même pas les bases du socialisme, il agit sur le terrain classique d'un timide et dérisoire "rafistolage" du régime existant.

Mais le lit de Procuste dans lequel se débat, tel un malade en proie à la fièvre, le gouvernement d'Allende, démontre quelque chose de plus, à savoir que même une vigoureuse poussée en avant du capitalis-

me (puisque c'est cela et rien d'autre que veut être le gouvernement d' "unité populaire") est impossible dans le cadre du respect de la légalité de fait; ou bien cette tentative prend la forme du jacobinisme, du radicalisme révolutionnaire plébéien, de la terreur "sans-culotte", du "comité de salut public", bref de la violence exercée pour détruire les entraves qui rivent encore le "pays" à son passé précapitaliste et (chose qui n'est paradoxale que pour des pseudo-marxistes) à la pression mondiale de l'impérialisme qui se nourrit précisément de l'arriération des structures économiques et des superstructures politiques; ou bien cela ne se produit pas, et cette tentative est condamnée à la faillite même dans ses objectifs limités, mais qui sont historiquement nécessaires et féconds.

C'est ainsi qu'ont triomphé les bourgeoisies anglaise et française; c'est ainsi qu'ont triomphé, même si elles avaient d'autres potentialités, ce qui ne les empêcha pas de mettre en oeuvre des moyens qui n'étaient pas moins brutaux pour autant, les bourgeoisies qui sont apparues en retard en Europe ou dans les continents extra européens à peine sortis de la colonisation capitaliste (c'est la "clef" du maoïsme). Elles ont créé leur légalité en détruisant tout légalisme; elles ne se sont pas inclinées devant le droit constitué et ses défenseurs séculiers ou "spirituels". Allende, ce "président constitutionnel" que les plumitifs du monde entier classent effrontément parmi les descendants de ... Marx, n'est même pas le lointain petit-neveu de Robespierre, ni même de Lafayette ou de ... Brissot.
Tout ce dont il peut se vanter dans sa carrière de chef d'Etat c'est d'une série de retraites, de renoncements, de capitulations : aujourd'hui il a avec lui dans sa barque délabrée des hommes qui sont, dans la meilleure des hypothèses d'"équilibre", des généraux, indispensables pour maintenir l'"ordre", c'est-à-dire pour freiner l'explosion nécessaire et souhaitable des conflits sociaux; il traite avec la démocratie-chrétienne; il lance un "défi", mais pour la galerie, aux transporteurs routiers; il subit à travers les implacables lois du marché mondial, mais sous une autre forme, la pression de l'impérialisme qu'il avait prétendu éluder à coup de décrets inoffensifs; il se laisse terroriser au lieu de pratiquer la terreur; il est prisonnier de forces que, par définition, il ne pouvait attaquer sans se renier lui-même; et si jamais il était obligé d'utiliser la terreur, ce serait seulement pour conserver des réformes modérées, et non pour imposer la transformation des rapports sociaux dans un sens bourgeois radical.

La leçon est claire, et comme d'habitude elle nous est donnée par le mode de production et de vie dans lequel nous reconnaissons notre ennemi: même pour ouvrir les portes à une évolution pleinement capitaliste, la violence est nécessaire; si on n'y a pas recours c'est sa soeur, la contre-violence, qui triomphe. La légalité tue : les bourgeoisies conscientes de leur mission historique l'ont su et le savent encore. L' "allendisme" est en dessous de la simple conscience révolutionnaire bourgeoise.

Les prolétaires, eux, doivent prendre conscience du fait que tout ce qui a été et reste vrai pour les bourgeoisies révolutionnaires est mille fois plus vrai pour la classe que celles-ci oppriment et trompent, même là où les prémisses économiques du socialisme n'existent pas encore, ou existent en partie seulement.

Traduit de l'italien
"Il Programma Communista"
no I6 , 1973 .

# La voie "pacifique" est la voie du suicide, et mène au massacre de la classe ouvrière

C'est dans le filet de ces forces militaires, elles-même instruments de forces sociales, dont il avait non seulement cru pouvoir éviter l'attaque, mais dont il avait demandé l'appui pour « construire le socialisme » à la chilienne, qu'Allende a été pris. Son suicide, vrai ou faux, prend valeur de symbole : il confirme tragiquement qu'il n'y a pas de « voies pacifiques », nous ne disons pas au socialisme, mais même au plein développement CAPITALISTE des pays restés à mi-chemin entre une organisation économique et sociale pré-bourgeoise et le plein épanouissement des formes économiques, sociales et politiques bourgeoises.

Laissons les plumitifs de la classe dominante et ses valets opportunistes baptiser « marxiste » le régime du président abattu : il n'y a PAS UNE ONCE de marxisme là où « on n'étend pas la reconnaissance de la lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la NECESSITE de la dictature du prolétariat ». Ce que cherchait à faire le régime d'Allende, comme ceux de tous les grands pays « en voie de développement », c'était de surmonter par la voie légale et constitutionnelle les éléments d'arriération, de déséquilibre, les contrastes criants d'un pays suspendu entre le passé et le présent dans le cadre mondial de l'impérialisme.

Et pourtant, MEME CELA n'a pas été possible par la méthode DOUCE, GRADUELLE, PACIFIQUE ET PARLEMENTAIRE de la démocratie interclassiste.

On voulait EVITER d'employer la violence pour renverser la domination des forces sociales rétrogrades : elle s'est inéluctablement retournée contre ceux-là même qui s'imaginaient pouvoir l'apprivoiser. On refusait de déclencher l'OFFENSIVE contre l'ennemi : c'est l'ennemi lui-même qui la déchaîne. On voulait opposer aux ARMES le bulletin de vote : ce sont les armes elles-mêmes qui le mettent en pièces avant même qu'il soit déposé dans l'urne. Même les réformes les plus timides, là où elles conservent encore un sens, exigent pour être mises en pratique l'emploi de la FORCE organisée et centralisatrice : SINON c'est une force organisée et centralisatrice qui se chargera de les détruire — ou bien de les reprendre à son compte (ce ne serait pas la première fois dans le « Tiers Monde »).

« C'est la faute de la démocratie chrétienne ! » ou bien « C'est la faute des colonels fascistes ! » hurlent les partis « communistes » et consorts. Non messieurs : c'est la faute de ceux qui croient et font croire qu'au moyen du dialogue et même de l'accord avec les prêtres, les bourgeois, les boutiquiers et les mercenaires, on peut « construire » autre chose... que le statu quo.

On ne peut demander au bourreau de faire le contraire de son métier. Les partis « communistes » tirent de la défaite d'Allende la leçon que « l'unité de tous les démocrates » est nécessaire : mais c'est précisément cette unité qui a livré la classe ouvrière pieds et poings liés à ses bourreaux. Ceux qui ont prêché au prolétariat le désarmement, le pacifisme, le respect de la légalité, partagent la responsabilité de son massacre. La tragédie chilienne, ce n'est pas que la démocratie voie en morceaux : c'est que les coups impitoyables des militaires s'abattent sur la classe ouvrière, victime à la fois de la lâcheté de la démocratie petite-bourgeoise et soi-disant radicale vis-à-vis des anciennes classes possédantes, de la bourgeoisie industrielle et de l'impérialisme, et du pacifisme gradualiste et légaliste de la social-démocratie et du stalinisme.

Après le suicide de la « voie chilienne au capitalisme intégral », les quartiers ouvriers ont opposé une héroïque résistance au déluge de feu déversé sur eux par l'armée et l'aviation. Désarmés politiquement et militairement par leurs dirigeants, ils ont malgré tout, grâce à leur courage inflexible, montré que l'issue de la lutte de classe appartient inexorablement aux ARMES. Que les prolétaires des grandes métropoles impérialistes, les masses paysannes et ouvrières des pays « arriérés » tirent au moins de la tragédie chilienne la confirmation de la nécessité de la violence et de la terreur révolutionnaires ! Que la classe ouvrière mondiale entende la dure leçon que ses frères chiliens sont en train d'écrire avec leur sang : la lutte contre l'oppression des classes dominantes est inséparable non seulement de la violence révolutionnaire, mais aussi de l'indépendance politique du prolétariat constitué en parti autonome, et de la lutte politique la plus résolue contre les courants opportunistes et la démocratie petite-bourgeoise !

Il n'y a pas, il ne peut y avoir, d'autre voie !

# Aucune classe ne peut vaincre sans révolution violente

# Aucune ne peut conserver le pouvoir sans dictature et terreur

**La tragédie du Chili remet à l'ordre du jour avec une terrible âpreté la question complexe du cours et du destin historique des pays où les luttes d'un prolétariat pas très nombreux ni très concentré — mais d'autant plus combatif que s'accumulent, s'enchevêtrent et se multiplient les contradictions économiques et les antagonismes sociaux propres à ces aires historico-géographiques —, et celles d'une petite et très petite paysannerie misérable et dispersée, ont pour cadre la persistance tenace des rapports de propriété et de gestion archaïques dans les campagnes, une industrialisation capitaliste tardive et fragile dans les villes, la pression de l'impérialisme (bénéficiaire en même temps que facteur de ce retard et de cette fragilité), sans oublier la néfaste chape de plomb de la contre-révolution mondiale, social-démocrate et stalinienne.**

Pour les pays qui, comme l'Allemagne, sont « *à la veille de la révolution bourgeoise* » et l'accomplissent « *dans des conditions de civilisation générale plus avancées et avec un prolétariat beaucoup plus développé que l'Angleterre du XVIIe siècle et la France du XVIIIe siècle* », Marx et Engels tracent dans le *Manifeste* de 1848 tout un cycle historique : à travers ses phases successives, qui ne prennent jamais le caractère d'étapes achevées mais sont autant de bouleversements gigantesques dans une réaction en chaîne unique, le mode de production capitaliste et ses structures politiques et juridiques surgiront en brisant violemment l'enveloppe féodale qui emprisonne encore les forces productives, consolideront leur domination, et balaieront les derniers vertiges du passé, frayant ainsi malgré eux la voie à la révolution prolétarienne. Substitution de la grande bourgeoisie à une féodalité qui se survit à elle-même ; reprise par la petite-bourgeoisie radicale du drapeau que la grande bourgeoisie s'était empressée d'amener, pour le porter un pas en avant dans la tâche de déblaiement des structures archaïques ; prise à la gorge de la petite bourgeoisie par son ex-alliée, la classe ouvrière, qui greffe sa propre révolution sur le tronc de la révolution bourgeoise et l'ensevelit sous son poids : telles sont les séquences de cette vision historique, dont l'important n'est pas la *rapidité* plus ou moins grande avec laquelle se succèdent ses phases, mais d'une part son caractère *matériellement nécessaire et irréversible*, d'autre part le caractère *violent, explosif, catastrophique* de chacun de ces bouleversements et surtout *du dernier*, celui qui a le potentiel révolutionnaire le plus terrifiant, celui de la révolution prolétarienne et communiste.

## Les perspectives marxistes de 1848 et 1850

La défaite de 1848 ne modifie pas les traits nécessaires du tableau, mais, comme l'indique le bilan rédigé par Marx et Engels deux ans plus tard dans l'*Adresse à la Ligue des Communistes*, elle réduit le potentiel destructeur de la deuxième phase en augmentant d'autant le potentiel révolutionnaire de la troisième. Arrivée au pouvoir, mais terrorisée par les forces sociales bouillonnantes qu'elle a mises en branle, et à la fière détermination desquelles à *combattre ou mourir* elle *doit sa victoire*, la grande bourgeoisie capitaliste s'est réfugiée dans une alliance renouvelée « *avec le parti féodal absolu* », et c'est la petite bourgeoisie républicaine, prête à se qualifier de « *rouge* » et de « *démocratique et sociale* » qui recueille péniblement son héritage en recherchant craintivement une voie *constitutionnelle* pour une transformation de la société qui la rende « *plus commode et plus tolérable* » pour *elle* et ses alliés les paysans. Refusant de devenir un simple « *appendice de la démocratie officielle* », constitué en « *organisation indépendante, secrète et publique* », doté de son propre armement, décidé « *à rendre le plus* difficile *possible, et à* compromettre *autant qu'il le peut la domination momentanée et inévitable de la démocratie* », méfiant non plus envers « *le parti réactionnaire vaincu, mais envers ses alliés de la veille* », le prolétariat, qui pendant tout le processus a constamment agi comme un stimulant pour le « *pousser jusqu'au bout* », remontera sur les barricades au cri de « *la révolution en permanence* », prêt à se charger des tâches *économiques bourgeoises* que la démocratie dite radicale n'a pas portées à leur terme et, « *parallèlement à la victoire directe de la classe ouvrière en France* », à *accélérer* le « *long processus révolutionnaire* » de la prise du pouvoir et de la satisfaction de ses intérêts exclusifs, sur les décombres bourgeois et pré-bourgeois du passé.

Même dans ce cycle où l'énergie utilisée est atténuée dans la partie intermédiaire, et réduite à zéro dans la première, il n'y a cependant pas de phase qui ne soit rouge de sang : l'évolution ne prend *jamais* la « voie pacifique » ni comme dans les rêves de la grande bourgeoisie qui, après avoir mis sur le compte de la contre-révolution féodale le caractère odieux des « mesures de violence », est impatiente d'en recueillir en paix, éventuellement au milieu des ovations de la plèbe, les fruits abondants ; ni comme dans les rêves de la petite bourgeoisie constitutionnelle, aussi « avancés » que soient ses programmes. Elle ne prendra pas la voie pacifique : la mission historique que la démocratie radicale a laissée inachevée, ce seront les bourgeois et les junkers réunis qui l'achèveront — avec le poing de fer de Bis-

mark et le rouleau compresseur des armées de Moltke. Un demi-siècle plus tard, la classe ouvrière allemande s'insurgera en lançant le cri historique, et elle sera vaincue. C'est en Russie que le « film » gigantesque de 1848-1850 sera tourné jusqu'au bout, jusqu'à l'épilogue éclatant de la révolution d'Octobre, avec le prolétariat comme acteur principal.

# Retard et fragilité du "décollage" capitaliste au Chili

S'il y a quelque chose d'original dans l'essor bourgeois et capitaliste au Chili et, d'une façon générale, en Amérique du Sud, c'est que — pour des raisons qui ne sont certes pas... ethniques, mais terriblement *matérielles* — l'arc historique prévu par Marx et Engels en 1850 s'y est déroulé non seulement au ralenti, mais d'une manière encore moins énergique qu'en Europe Centrale au XIXe et au début du XXe siècle.

D'après les historiographes idéalistes, la « formation de l'Etat national » aurait eu lieu au Chili il y a plus de cent cinquante ans, avant la brillante Allemagne, avant la miteuse Italie. Mais il s'agit là d'un épisode tellement *formel*, c'est-à-dire privé de contenu, que les rapports de propriété traditionnels et les formes de gestion archaïques dans un pays entièrement agricole et exportateur de matières premières, végètent encore une centaine d'années dans ce terrain de chasse fertile de l'impérialisme anglais affamé de denrées alimentaires et de nitrates, puis de l'impérialisme américain affamé de cuivre et exportateur de denrées alimentaires vers un Chili qui en est devenu importateur. C'est sur cet écran grisâtre, antédiluvien, que la démocratie, « une des premières du monde » a-t-on déclaré avec orgueil en ces temps de sénilité bourgeoise, projette son film... publicitaire : en coulisse, pétrifié dans une existence terne de semi-colonie anglo-saxonne, le latifundium sort d'un sommeil troublé seulement par de brusques sursauts passagers.

Il faut attendre le premier après-guerre pour qu'un petit secteur d'industrialisation capitaliste prenne racine : mais il se limite à l'industrie légère, vivote sur les structures agraires ankylosées sans les entamer en profondeur, paye aux USA dans le prix du cuivre « national » la rente minière, gémit et transpire sous le poids des dettes étrangères, et accueille — tout en pestant — le capital yankee et les « sociétés multinationales », américaines et autres. Il n'y a pas de capitalisme industriel sans marché intérieur ; il n'y a pas de marché intérieur digne de ce nom sans une révolution des rapports de production dans les campagnes. Au Chili, ceux-ci subsistent, sous la surveillance vigilante de l'impérialisme, dans une décadence qui aggrave leur caractère improductif et retarde encore plus l'éruption des forces productives : *aujourd'hui encore*, l'agriculture chilienne est dans une large mesure une agriculture de *simple subsistance*, et ses produits n'atteignent pas le marché. Certes, les « momios » vivent aussi de l'usure, des transactions commerciales, de la spéculation sur les titres (étrangers, que diable : la patrie au fumier !). Et surtout, ils vivent sur l'impérialisme qui les protège tout en les étouffant : ils sont décadents mais « organisés » : ils ont leurs gardes blanches, leurs bataillons dans l'armée (autre perle de l'historiographie idéaliste en ces jours de bêtise : « la seule armée rigoureusement constitutionnelle d'Amérique du Sud ». — Dieu seul sait comment et pourquoi elle a pu, du jour au lendemain, devenir « inconstitutionnelle » en passant de Prats à Pinochet !), leur artillerie de marine « amie »... entretenue par les Etats-Unis. Tout cela ne modifie cependant pas la physionomie sociale de cette classe, mais accentue tout au plus son parasitisme.

C'est sous le pesant fardeau de cette arriération chronique dans les campagnes (que nous avons décrite dans le numéro 156 du *Prolétaire*) et de son « gel » par l'impérialisme anglais puis américain, qu'avance cahin-caha la bourgeoisie industrielle, impatiente de se libérer de ce fardeau, mais partagée entre le *désir* de se débarrasser du boulet que représente le *latifundium-minifundium*, du poids des dettes envers l'étranger et de la rente minière, et le *besoin* d'avoir de solides appuis financiers *américains*, terrorisée par les forces qu'elle-même et l'évolution mondiale du capitalisme font apparaître et jettent sur l'arène politique et sociale : petits et très petits paysans assoiffés de terre, salariés de l'industrie, et, dans la mesure où ils existent, salariés agricoles écrasés sous la roue d'une accumulation primitive lente et d'autant plus pénible.

# De Frei à Allende

Ce que les idéologues bourgeois appellent « le pouvoir », et qui pour nous n'est que le *gouvernement*, passe dans les années soixante aux mains de la « frêle » bourgeoisie industrielle rassemblée autour de la démocratie-chrétienne : vu à la lumière du processus dramatique des révolutions bourgeoises — que Marx et Engels n'ont pas « inventé » mais *enregistré* — ce passage aurait dû être violent : *or il ne le fut pas*, et prit au contraire un caractère pacifique, parlementaire, démocratique. L'« épopée » de la « formation de l'Etat national » avait eu son Bolivar : la *farce* de l'essor capitaliste industriel n'a eu ni un Cromwell, ni un Saint-Just ou un Robespierre, un Washington ou un Bismarck, ni même, pour rester dans le ton, un Mao ou un Castro. Ni potences, ni guillotine, ni canons pour accompagner la marche rien moins qu'héroïque de la bourgeoisie « progressiste ». Ses armes ne sont pas les « interventions despotiques » dont les bourgeoisies révolutionnaires laissent *involontairement* l'exemple *en héritage* aux prolétaires pour qu'ils les retournent contre elles, mais d'inoffensifs décrets parlementaires. Le vieil appareil d'Etat reste intact ; l'armée « sert » et se tait (le silence est d'or !) ; la réforme agraire de Frei prévoit l'expropriation contre indemnisation des terres *peu productives* d'une superficie supérieure à 80 ha pour les remettre aux paysans (en même temps que des terres domaniales, qui sont souvent en plus forte proportion) ; non seulement elle n'est réalisée que *très partiellement* (du reste, *si même* elle était entièrement réalisée, elle ne concernerait qu'un peu plus du cinquième du territoire agricole), mais alors qu'elle permet aux anciens propriétaires — qui, soit dit en passant, ont eu tout le temps d'écouler leur bétail — d'investir l'argent de l'indemnisation dans des entreprises commerciales ou industrielles plus rentables, elle ne réussit à fixer à la terre qu'une mince couche de cultivateurs n'ayant pas même un minimum d'outillage, et elle ne peut donc empêcher le taux d'urbanisation, déjà très élevé, de croître considérablement. L'endettement envers l'étranger, dû autant à l'approvisionnement alimentaire toujours plus déficitaire, qu'aux importations de biens d'équipement indispensables, s'accroît de façon vertigineuse. Enfin, la bourgeoisie industrielle « au pouvoir » n'ose même pas entreprendre la nationalisation des mines de cuivre (propriété des grandes compagnies américaines) qui, en théorie, devrait la soulager du fardeau et de la... honte que représente pour elle la rente minière lâchement subie. Il en faut plus pour un « décollage » sérieux de l'industrialisation capitaliste !

Il faut donc « passer la main » rapidement : mais étant donnée la présence d'un prolétariat dont le poids est supérieur à celui du prolétariat allemand en 1850, et d'une petite paysannerie récalcitrante affamée de pain et de terre — deux classes qu'il s'agit

d'*utiliser* pour une politique un peu moins circonspecte et timorée tout en *contenant* leurs explosions périodiques d'impatience — à qui donc peut-on passer la main sinon à un amalgame de radicaux petits-bourgeois, d'intellectuels « anti-impérialistes », de sociaux-démocrates, de national-communistes et autres franges plus ou moins « rebelles » ? Dans le schéma classique, la séparation de l'aile « démocratique progressiste » du corps de la bourgeoisie prend, *du moins au début*, des allures de *rupture*. Dans sa version chilienne, la passation des pouvoirs est non seulement indolore mais ultra-conformiste, bénie par le verdict des urnes et sanctionnée par la majesté souveraine de la loi : un président s'en va, un autre le remplace. Tout est déjà arrangé avant la « remise » des pouvoirs : de par le « statut des garanties » souscrit par la démocratie chrétienne et l'Union populaire, « nous (c'est-à-dire la grande bourgeoisie industrielle et la démocratie petite-bourgeoise) voulons un état de droit sans interférences d'autres organes de fait agissant au nom d'un prétendu pouvoir populaire (montrez vos mains : nous ne voulons pas même — sait-on jamais — le *spectre* des soviets)... *Nous voulons que les forces armées et les carabiniers* (les futurs héros du « putsch ») *continuent à être une garantie de notre ordre démocratique, ce qui implique le respect des structures organiques et hiérarchiques de l'armée et de la police... pour protéger le régime de la propriété et le fonctionnement des moyens d'information* » !

Il y a plus (et pire !) : dans le schéma classique consigné dans l'*Adresse* de Marx et Engels, c'est la classe ouvrière « *armée et organisée de façon autonome* », « alliée » incommode, jamais servante ni même amie conciliante, qui veille *de l'extérieur* sur le cours craintif de la démocratie radicale, en la poussant de l'avant, en la forçant à prendre des mesures toujours plus énergiques, en l'obligeant non seulement à « *tenir ses promesses* » mais à forcer la mise. Dans la version chilienne, le prolétariat est dirigé par la contre-révolution social-démocrate et stalinienne et il est *à la remorque* du conglomérat *populaire* dont il *partage* les responsabilités au gouvernement. Il n'est pas autonome, mais *dépendant ;* non pas armé, mais soumis au seul pouvoir en armes, l'armée d'État ; non pas aiguillon, mais frein ; non pas décidé à « mettre en avant le problème de la propriété, que celle-ci ait atteint une forme plus ou moins développée (et au Chili le « moins » l'emporte sur le « plus ») *comme le problème fondamental du mouvement* », mais forcé à *protéger* les rapports de propriété « légitimes » ; non pas poussé à dépasser les limites de l'ordre constitutionnel en vigueur, mais obligé de les respecter. Déjà timorée, indécise, hésitante face au spectre entier des classes dominantes et de l'impérialisme, la démocratie « radicale » d'Allende ne trouve même pas à son extrême périphérie la force *propulsive, insistante*, constamment *critique*, courageusement *armée* du prolétariat — l'impérialisme américain et la contre-révolution sous le signe de Staline convergeant *même* pour empêcher la « modernisation des structures économiques et sociales » dans un sens *pleinement bourgeois !*

C'est dans le croisement entre un *pacifisme* intérieur désarmé et la sujétion à l'égard de puissantes forces de conservation sociale *extérieures* (deux démentis à la fois : il n'y a pas de voie *pacifique !* pas de voie *nationale !*) que se trouve la clef du cycle radical-démocratique du « décollage capitaliste chilien », la clef d'un régime statistiquement populaire et même plébéien, mais organiquement incapable de faire preuve d'une audace sans-culotte ; un régime qui écarte la violence avec pour seul résultat de *subir* la violence ; qui fuit les mesures despotiques pour *capituler* devant le despotisme ; qui en n'attaquant pas s'interdit même de *se défendre ;* qui vénère *la loi et l'ordre* et les retrouve devant lui sur la gueule des canons et des mitrailleuses ; qui ne prêche la paix que pour récolter la *guerre*. Comment un amalgame de ce genre peut-il plonger le bistouri dans le corps malade de l'économie et de la société chilienne ? La nouvelle réforme agraire fait avancer d'un pas celle de Frei, *elle n'en modifie pas le cours :* appliquée par « étapes », respectueuse des droits de propriété — du sol, ainsi que des machines et du bétail — elle laisse aux propriétaires fonciers le temps et les moyens, soit de s'y dérober, soit de la saboter en aggravant la crise d'approvisionnement des villes. Elle crée des coopératives agricoles, mais seulement d'*inquilinos* (voir *Le Prolétaire* n° 156), et laisse en marge les paysans pauvres et la grande masse des saisonniers sans terre. Faute de donner aux petits et très petits cultivateurs les moyens et les instruments matériels indispensables, elle ne freine ni l'exode catastrophique vers les villes, ni le déclin constant de la productivité. Née sous le signe de la loi, elle a grandi sous ses auspices et condamne non seulement en paroles mais *dans les actes* — c'est-à-dire par la répression policière — l'occupation « illégale », même sporadique, des terres. « *Occuper la terre*, répond Allende à un délégué qui a imprudemment insinué que seule la mobilisation des paysans est en mesure de paralyser le sabotage quotidien des propriétaires fonciers, *c'est violer un droit* », et il ajoute ces mots qui prennent aujourd'hui une résonance tragique : « *les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim* » (cité par Labrousse, *L'expérience chilienne*).

Certes, l'Union populaire intervient dans l'activité industrielle en accroissant le secteur mixte et nationalisé, en introduisant le contrôle du crédit, en rassemblant dans les mains de l'Etat les différentes branches destinées à concourir à la formation de l'industrie lourde, en confisquant enfin 49 % du capital minier laissé par Frei aux compagnies américaines Anaconda et Kennecott pendant la première phase, aussi pacifique et légaliste que la seconde, des nationalisations par décret-loi. Elle intervient et paie cher son intervention, non seulement parce qu'elle s'engage à rembourser la première moitié du capital investi dans les mines, et que les cours du cuivre s'effondrent sur le marché mondial, mais aussi parce qu'elle reconnaît la dette extérieure qui s'est accumulée et s'élève à quelque 3,8 milliards de dollars, et parce qu'elle refuse d'instituer le monopole du commerce extérieur. Servile envers la grande bourgeoisie industrielle, lâche vis-à-vis de la petite bourgeoisie commerçante et boutiquière, tremblant devant les sursauts « sauvages » de paysans sans terre et d'ouvriers faisant grève sur la... voie du socialisme, respectueux des engagements sacrés envers les créanciers impérialistes et les propriétaires fonciers absentéistes, mais fier d'avoir socialistes et communistes avec lui au gouvernement et d'avoir découvert une voie originale, sans victimes ni souffrances, non pas pour abattre mais pour *transformer* de l'intérieur l'ordre social bourgeois, tel est le régime d'Allende, le règne sans couronne de la démocratie petite-bourgeoise, le paradis des radicaux incapables de prendre les choses « à la racine ».

C'est une loi historique que l'on ne peut satisfaire ce kaléidoscope de classes et de sous-classes qu'on appelle le « peuple » sans mécontenter et enfin s'aliéner, l'une après l'autre ou toutes ensemble, les composantes de cette mosaïque hétéroclite, y compris celles sur lesquelles on comptait pour avoir bâti sur elles son propre piédestal. Dans un processus historique dans lequel ou bien l'on gagne tout ou bien l'on perd tout, les demi-mesures se retournent contre leur auteur de telle façon que le résultat est pire que si on ne les avait pas prises. Les « mesures despotiques » qu'impose tout processus de bouleversement de structures archaïques ou désormais non viables ne sont pas le produit d'un choix : elles sont imposées par la nécessité, elle sont une loi vitale. Celui qui prêche la paix reçoit la guerre ; celui qui sème le désarmement politique et organisationnel des forces mêmes

qui le soutiennent récolte la tempête des armes ennemies ; celui qui se prosterne devant la loi tombe sous le coup de la loi que d'autres se donnent ; celui qui invoque l'ordre meurt sous l'ouragan du « désordre » ; celui qui « prévient les excès » de ses partisans s'attire ceux de ses adversaires. Un gouvernement qui prétend faire œuvre révolutionnaire sans mettre hors-la-loi les partis incarnant le passé et le présent qu'il faut révolutionner prépare le terrain à sa propre destruction.

De la grève des transporteurs routiers à la défection de la démocratie chrétienne, de la sourde rancœur des paysans au mécontentement des commerçants, des virevoltes de l'armée « loyale » à la pression forte bien que cachée de l'impérialisme, du cancer de l'inflation à la paralysie de l'industrie et du commerce : tout s'est déchaîné contre l'Union Populaire parce que tout *devait* se déchaîner. Si, face à l'explosion sauvage de forces incontrolables, aucune barrière ne s'est dressée, c'est parce qu'une telle barrière ne se dresse et ne se dressera *jamais* si elle n'est pas construite *à l'avance*, et parce que dans les grands tournants de l'histoire on se défend *en attaquant* ou bien on meurt.

## L'épilogue sanglant

Dans l'épilogue pourtant larmoyant de la « révolution démocratique » allemande de 1848-49, la petite bourgeoisie démocratique et radicale sauva *au moins* un lambeau de son pâle honneur en prenant les armes. Elle le fit mal et trop tard, sous la poussée rageuse des prolétaires — mais elle le fit.

La petite bourgeoisie démocratique et radicale chilienne ne l'a pas fait, ne pouvait pas le faire. Prisonnière du légalisme pacifiste congénital — à l'échelle mondiale — à sa classe, elle y a enfermé la seule force qui aurait pu la sauver *dans l'immédiat* (mais pour la *déborder et l'écraser* dans la dernière phase du cycle), le prolétariat. Elle n'est pas la seule responsable : la responsabilité incombe aussi en premier lieu aux forces *mondiales* de la contre-révolution qui s'appellent social-démocratie et stalinisme, et qui depuis plus de trente ans enserrent la classe ouvrière dans les lourdes chaînes du respect de la démocratie, de la légalité, du parlementarisme, du gradualisme réformiste, du pacifisme social. C'est à elles surtout qu'on doit la clôture dans le sang, à Santiago et à Valparaiso, de deux voies d'abord entremêlées, puis divergentes : celle d'une transformation bourgeoise « poussée jusqu'au bout » et donc ni pacifique ni légaliste, et celle de la renaissance *armée* d'un prolétariat se dressant — comme cela serait possible dans une situation internationale où ne pèserait pas le désarmement politique et organisationnel de la seule classe vraiment révolutionnaire de la société moderne — pour proclamer la révolution en permanence dans les mêmes termes et dans le même esprit qu'en 1850. De ce fait, non seulement le Chili n'a pas eu de « socialisme » — qui n'a existé que dans les mythes de la démagogie « démocratico-progressiste », mais il n'a même pas eu un capitalisme *conséquent*.

Les propriétaires fonciers et les grands bourgeois se sont finalement retrouvés unis sous la protection d'une armée d'ignobles tueurs, derrière laquelle on peut voir sans difficulté l'ombre du gendarme international du capitalisme, les U.S.A. ; leur cannibalisme s'est jeté avec une violence sauvage sur les ouvriers pris au piège de « leurs usines », symboles matériels du bagne politique dans lequel l'opportunisme, ce serviteur fidèle des classes dominantes, les avaient emprisonnés. Ils étaient battus avant même d'être impitoyablement attaqués, battus par leur foi dans la voie pacifique, parlementaire, nationale, au socialisme. Une fois de plus, hélas, l'histoire crie une terrible leçon :

*Aucune classe ne peut vaincre sans révolution violente !*

*Aucune classe ne peut conserver le pouvoir sans dictature et terreur !*

*Face au front mondial de la conservation bourgeoise avec sa suite de laquais, cela est vrai à plus forte raison pour la classe ouvrière qui n'a rien à perdre que ses chaînes ; cela est vrai dans les grandes aires du monde où sa révolution victorieuse doit encore porter à leur terme des tâches qui ne sont pas les siennes, cela est encore plus vrai là où elle est appelée à combattre et à vaincre seule.*

Tel est l'avertissement qui monte de l'ignoble boucherie de Santiago !

# Après le Chili, place au « communisme des gens bien »

**L'opportunisme, qui est un phénomène matériel et non subjectif, pouvait-il réagir aux événements du Chili autrement qu'il l'a fait, en criant : « l'Unité Populaire a été tuée sans coup férir, vive l'Unité Populaire ! » ?**

**En vérité, le putsch chilien a trouvé les partis « communistes » européens engagés dans une opération qui, par l'ampleur des embrassades et la variété des contorsions dans l'éventail des « forces démocratiques », dépasse de loin les expériences de feu l'Unité Populaire.**

Dans l'appel qu'ils ont lancé le 18 septembre dans la Ville Eternelle, les représentants des partis qui formaient le gouvernement multicolore d'Allende revendiquaient comme une conquête « historique » — conquête détruite quelques jours plus tôt, c'est vrai, mais destinée à renaître de ses cendres comme le phénix — « *un gouvernement légal, pluraliste, à plusieurs composantes, formé par une vaste coalition de forces différentes, marxistes, chrétiennes, rationalistes, indépendantes* », et voyaient en lui le modèle de la « voie pacifique et démocratique au socialisme ». De son côté, quelques jours avant le putsch, Volodia Teitelboim déclarait : « Oui, des erreurs ont été commises par ceux qui ne voient pas que la révolution se fait par étapes et qui croient qu'elle *commence par la fin* » alors que, pour des « communistes » modèle stalinien, la révolution commence « par le début », c'est-à-dire par des réformes graduelles, constitutionnelles, respectant Dieu et la loi, puisqu'il s'agit — comme le précise le programme de 1966 du P.C. chilien — d' « aller vers une première étape de la révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique (?!) et de permettre par des transformations successives, le passage à de nouveaux rapports de production ». Au même moment, le secrétaire du P.C. français, G. Marchais, lançait au monde, sous la forme d'un beau petit livre rempli de belles pensées, son *Défi démocratique*. La concordance de ces faits n'était pas pure coïncidence, comme on pourrait le croire, mais une manifestation de la divine providence impatiente de tenir sur les fonts baptismaux l'union sacrée groupant « marxistes, chrétiens, rationalistes et indépendants ». C'était l'annonce du paradis inscrit dans les tables sacrées d'un « socialisme à visage humain » marque bleu-blanc-rouge. Lisons-en quelques lignes.

## Droit contre force

Le putsch a-t-il rappelé à ceux qui ont des trous de mémoire que dans l'histoire, qui est « l'histoire de la lutte des classes », c'est la force — cette force dont l'expression la plus concentrée est la violence — qui a toujours le premier et le dernier mot ? Eh bien, dans les tables sacrées de ce « socialisme », dont le *Défi démocratique* donne une idée, « la démocratie commande le respect du verdict populaire *par tous et en toutes circonstances* ». Sur les rives du Pacifique, le verdict des urnes a-t-il été balayé par la violence ? Eh bien, « nous respecterons *dans tous les cas* le verdict exprimé par le suffrage universel direct, secret et proportionnel, qu'il nous soit favorable ou défavorable ». Allende a-t-il été poignardé « dans le dos » par des partis d'opposition avec lesquels il cherchait anxieusement un accord et par une armée dont il avait embarqué les chefs dans le navire gouvernemental ? Eh bien, « nous entendons, à toutes les étapes de notre action, respecter *toutes* les libertés (...) et par conséquent la liberté de formation et d'activité de partis politiques, *y compris de partis d'opposition* » (souligné par l'auteur). Là-bas, le refus de la violence par ceux qui se présentaient comme les constructeurs du « socialisme » a-t-il eu pour réponse la violence déchaînée contre les prolétaires et les paysans désarmés au nom de la légalité ? Aucune crainte, parbleu : « Dans la démocratie, une véritable démocratie (la précision est importante car elle constitue la clef de voûte des évolutions suivantes : la démocratie, pour être forte et viable, doit être « véritable » !), la réaction étouffe et perd la face ». Dans le lointain Chili, le « débat d'idées » a-t-il fini — comme le veut l'histoire — dans la soumission des interlocuteurs à la domination de l'épée ? Eh bien, « nous voulons critiquer les idées que nous estimons fausses et dangereuses, faire avancer les idées que nous estimons justes et progressistes, *par le débat*, le débat loyal, sérieux, libre ». Mais, fera remarquer quelqu'un dans la salle, que disait-on *avant* les « événements chiliens » ? Et que dit-on après ? « Communistes » français et italiens réunis autour de studieuses tables rondes répondent : La « voie du socialisme » passe *plus que jamais* par la démocratie, la loi, la non-violence ! Ce qu'il faut même, c'est « durcir » cette ligne. Et *France Nouvelle*, l'hebdomadaire du P.C., explique dans le numéro du 18-24 septembre que cela signifie « *plus que jamais convaincre notre peuple que la légalité et la démocratie sont du côté de la classe ouvrière* », que « l'extension des libertés est le meilleur moyen de lutter contre la subversion et le coup de force, car c'est le moyen de faire participer les masses populaires à la lutte pour défendre *leur* (?!) pouvoir », car « au moment où le pouvoir des monopoles annonce clairement qu'il ne répugnerait pas à la violence minoritaire, nous ne lui ferons pas le cadeau royal de lui abandonner notre lutte pour l'extension des libertés démocratiques et pour le passage pacifique au socialisme » ; autrement dit, nous lui ferons le « *cadeau royal* » de lui présenter pacifiquement notre tête pour qu'il la coupe ! *Plus que jamais*, la tâche de « la classe ouvrière et des forces démocratiques » (deux personnages qui vont toujours ensemble, selon les « communistes » tricolores), c'est d' « assumer et de développer la légalité » alors que « à contre-courant du mouvement historique », la bourgeoisie « est amenée à la violer, c'est-à-dire à la vider de son contenu ».

Peut-être quelqu'un en bas de l'estrade demandera-t-il avec perplexité quel est « le garant, l'arbitre de la légalité » si pathétiquement invoquée ? Eh bien, « ce garant, cet arbitre, c'est le *suffrage universel*, c'est-à-dire la décision de la *majorité* du peuple ».

Cela ne suffit pas ? Vous vous demandez peut-être comment, par quels moyens, avec quelles « armes » permettre le libre jeu des « forces objectives du développement historique » de façon que leur légitime et sacro-sainte domination s'oppose aux velléités réactionnaires du « pouvoir des monopoles » ? C'est simple, il s'agit d' « user des *conquêtes démocratiques* : droit de réunion, droit d'expression, droit de manifestation, droit de grève » (pour tous, bien entendu, même pour ceux qui font la grève sous forme de... lock-out !) et « *compter*, pour opérer les changements nécessaires, sur les progrès de la *conscience politique* et considérer comme décisive la *bataille idéologique* ». Droit contre force, idées contre canons, c'est vraiment le moment de dire : Amen !

***

En parfait accord avec ce qui précède, accord qui contredit toute prétention à des « *voies nationales* » (la différence entre les P.C. français et italien étant que sur le drapeau tricolore qui leur est commun, l'un a du bleu et l'autre du vert), Berlinguer, le secrétaire du P.C.I., va plus loin que son homologue français, comme cela ressort des colonnes des nos 30 et 40 de *Rinascita*, dont les citations suivantes sont tirées. Son rêve, comme par hasard, est de retrouver l'unité forgée dans la résistance, unité qui va « *du prolétariat aux paysans, des vastes couches de la petite bourgeoisie aux groupes de la moyenne bourgeoisie progressiste, à une grande partie du mouvement catholique de masse, et aussi à des formations et des cadres des forces armées* ». L'objectif immédiat, c'est d' « *étendre* le tissu *unitaire*, de rassembler autour d'un programme de lutte pour le *rétablissement et le renouveau de la démocratie* de la société tout entière et de l'Etat la grande majorité du peuple, et de faire correspondre à ce programme et à cette majorité un alignement des forces politiques capable d'isoler et de battre les groupes conservateurs et réactionnaires ». Ainsi l'on avance dans la direction d'un régime socialiste « *qui garantisse le plein exercice et le développement de toutes les libertés* » (c'est nous qui nous permettons de souligner ces phrases historiques). Et surtout qu'il ne vienne à l'idée de personne de partager la conclusion « proposée par quelques malheureux » (qui se trouvent peut-être dans les rangs du P.C.I. et sûrement dans le prolongement extra-parlementaire de ce parti) qui veulent « abandonner le terrain démocratique et unitaire au profit d'une stratégie qui n'est qu'une fumisterie et dont l'issue évidente est l'isolement rapide et inévitable de l'avant-garde et sa défaite » ! A Dieu ne plaise : « Nous pensons *au contraire* que si les groupes sociaux dominants veulent briser le cadre démocratique, couper en deux le pays (qui est aujourd'hui, on le sait *uni* de façon enthousiaste) et déchaîner la violence réactionnaire (qu'on ne s'y trompe pas : pour Berlinguer et Cie, *toute* violence est réactionnaire en tant qu'elle est dirigée *contre* les temples sacrés de la démocratie), ceci doit nous *inciter* encore plus à défendre la cause de la liberté et du progrès démocratique, à éviter la division verticale du pays et à nous engager avec encore plus de fermeté, d'intelligence et de patience à isoler les groupes réactionnaires et à rechercher l'*entente* (Allende, pour sa part, n'avait pas assez cherché !) et la convergence de toutes les forces populaires ». Ceux qui croient à la « manœuvre » tactique derrière laquelle on garderait en réserve on ne sait quel « dessein stratégique » ne doivent pas se faire d'illusions : il n'y a aucune « dualité de perspective et de préparation tactique », aucune « double stratégie » : démocrates nous sommes, démocrates nous resterons !

Toutefois il y a chez Berlinguer quelque chose de plus, un petit pas en avant par rapport à son collègue français. Cela concerne la Chambre des députés et ses perspectives futures dans le cadre de la voie « pacifique et démocratique au socialisme ». Et ici le chantre de Dame Démocratie se surpasse : « dire que nous considérons le Parlement (avec un P majuscule, que diable !) comme *une institution essentielle de la vie politique italienne* », n'est pas suffisant. Ce qu'il faut ajouter, c'est que cela est vrai « *non seulement aujourd'hui, mais aussi dans la phase de transition au socialisme et au cours de sa construction* ». Encore une fois, là-bas, au fond de la salle, il y a quelqu'un qui se souvient peut-être vaguement des thèses de Lénine et de la IIIe Internationale selon lesquelles « le communisme se *refuse* à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future, se *refuse* à y voir une forme de la dictature de classe du prolétariat, *nie* la possibilité de la conquête durable des parlements, *se donne pour but l'abolition du parlementarisme* », et selon lesquelles c'est dans ce sens, « mais uniquement dans ce sens », que le communisme parle d'utiliser le parlementarisme. Que ce débris fossile d'une époque préhistorique cesse de se bercer d'illusions : pour nous, « communistes » tricolores, le parlement *n'est pas*, « *comme à l'époque* de Lénine, seulement une tribune pour dénoncer les maux de la société capitaliste et pour la propagande du socialisme ». Cela, on pouvait le penser à l'aube de la vie sociale dans cette vallée de larmes, dans les cavernes néolithiques d'un Kremlin non encore « civilisé », quand régnait encore la loi de la « guerre de tous contre tous », la loi brutale de la survie physique. Depuis ces temps reculés, le « communisme » a avancé à pas de géant : il ne voyage plus en train, et moins que jamais en train blindé, il est chez lui dans les parlements, et ne voyage plus qu'en *jet* ; ses dirigeants appartiennent au *club* international qui se réunit dans le ventre tiède des appareils supersoniques ; ils possèdent la science et la technique de l'ère bienheureuse du *management*, s'habillent à la dernière mode et sont sur tous les plans *up to date*.

Détruire le parlement, comme le criait du fond des forêts primitives Vladimir Ilitch ? *Quelle horreur !* Quelle folie barbare ! Les temps ont changé, camarades, nos moyens aussi : ce soir, Allende ou pas Allende, on fait un bridge !

# CHILI : LES « LEÇONS » DU MIR

Les récentes déclarations des porte-parole du M.I.R., dont celles du secrétaire général Miguel Enriquez, n'ont fait que souligner la position caractéristique qui était celle de cette organisation pendant la période du gouvernement d'Allende. On sait que le M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), organisation jeune et aux contours incertains, aux orientations hétérogènes, entre le castrisme et le néo-trotskysme genre Secrétariat Unifié, mais avec de larges zones politiquement indécises, se tenait en dehors de la coalition gouvernementale tout en appuyant de l'extérieur l'Unité Populaire. En dépit de son expérience assez grande de la lutte clandestine, des actions du type guérilla, des expropriations et autres, le M.I.R. avait pendant cette période, de l'aveu même des porte-parole de sa direction, « un bas niveau d'organisation militaire », et son travail dans les masses, en particulier agricoles, était sporadique et limité. En fait, le M.I.R. a représenté l'aile gauche, non officielle, d'une coalition condamnée au départ par son refus de recourir à des moyens radicaux et à la mobilisation des masses, même pour les tâches de transformation économique et sociale de type démocratique bourgeois. Dans ce sens le rappel par Enriquez de la célèbre devise de Saint-Just : « ceux qui ne font la révolution qu'à moitié creusent leur propre tombe » est grotesque. Au Chili, ni l'Union Populaire, ni ceux qui la soutenaient de façon « critique » et de « l'extérieur » n'ont été en mesure d'avancer quelque orientation révolutionnaire que ce soit. Mais ce qui est pire, c'est qu'après l'expérience catastrophique de l'Unité Populaire, le M.I.R., qui était sans aucun doute la force la plus « avancée » de cette coalition, continue à proposer ce schéma, le seul changement étant qu'on ne met même plus l'accent sur des « réalisations sociales et économiques » démagogiques mais sur une « défense » illusoire, une défense dont on ne sait pas bien si elle concerne les masses de la démocratie rayée de la scène chilienne par le « Blitzkrieg » des militaires, « Blitzkrieg » dont tout le monde était conscient, à commencer par Allende, et qu'on n'avait ni voulu ni *pu* prévenir de la seule façon possible, c'est-à-dire en organisant militairement les avant-gardes révolutionnaires prolétariennes (et non seulement prolétariennes dans un pays où le problème-clef restait celui de la réforme agraire). Mais ceci était impossible du fait même que l'Union Populaire s'était constituée à l'intérieur de la légalité, c'est-à-dire de l'Etat qui contenait en son sein les forces de la dictature réactionnaire ouverte, et qu'elle avait pactisé systématiquement avec ces forces. Il est vrai qu'un dirigeant du M.I.R. a déclaré : « *Le réformisme n'est pas mort, il peut renaître. Ceci est une grande leçon, une leçon dramatique pour tout le prolétariat chilien. Au Chili ce n'est pas le socialisme qui a été battu, c'est la façon dont la gauche a utilisé le pouvoir. La véritable défaite, c'est la façon dont l'Unité Populaire envisageait d'utiliser le gouvernement, et nous voyons tous quel est le prix de cette défaite pour le prolétariat chilien. Ce n'est pas en recherchant constamment un terrain d'entente avec la bourgeoisie que l'on construit le socialisme, mais seulement en organisant le prolétariat pour la révolution. Le gouvernement n'a pas servi à renforcer les instruments de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Ceci est une grande expérience pour le prolétariat et le peuple chilien.* » En fait, cette « autocritique » n'est qu'apparente parce que, selon Enriquez, il aurait fallu, contrairement à ce qu'a fait Allende, utiliser le gouvernement « en tant qu'instrument des luttes des travailleurs », grâce à l'institutionalisation des « organes de pouvoir » des travailleurs, la perspective actuelle étant, bien entendu, le développement de la « *résistance populaire contre la dictature fasciste* », sans « *mettre l'accent sur les anciennes divergences à l'intérieur de la gauche* ». Toutes proportions gardées, cette position présente une analogie indéniable avec celle du P.O.U.M. espagnol. Dans les deux cas, en effet, on croit à la possibilité que l'Union Populaire, alors qu'elle est prisonnière de l'Etat, puisse réaliser des tâches qui ne sont pas possibles sans une rupture révolutionnaire, ce qui suppose une organisation indépendante des masses ouvrières. Cette analogie apparaît clairement à travers cette critique de Trotsky au POUM : « *Les chefs du POUM exhortent en pleurnichant le gouvernement à prendre le chemin de la révolution* [...] *Ils demandent respectueusement aux chefs anarchistes de comprendre enfin la conception marxiste de l'Etat* [...] *Ils se considèrent comme des conseillers « révolutionnaires » des chefs du Front populaire. Il faut montrer aux ouvriers anarcho-syndicalistes la trahison de ces messieurs qui se disent anarchistes et qui sont tout simplement des libéraux. Il faut dénoncer le stalinisme comme le pire agent de la bourgeoisie.* »

Il n'est pas difficile de voir dans la déclaration d'Enriquez la répétition amplifiée de la position prise par le M.I.R. au cours de son « expérience » para-gouvernementale. En effet, celui-ci croyait, en particulier, pouvoir influencer de façon sensible des forces qui ont montré on ne peut plus clairement qu'elles préféraient le *statu quo* impérialiste et réactionnaire à la défense la plus élémentaire des masses laborieuses (en avançant un prétexte classique, que l'on invoque régulièrement dans ces cas-là, à savoir que la défense des masses aurait provoqué... l'offensive adverse). Il est donc tout à fait évident que la « résistance » (organisée comment ?) que préconise le M.I.R. s'insère elle aussi dans un cadre qui n'est pas seulement celui de la solution bourgeoise, mais surtout celui de la solution bourgeoise impuissante. Une fois de plus, les éléments prétendument radicaux de la gauche partisane de la guérilla ont — pour reprendre la formule de Trotsky — lié les groupes d'avant-garde des masses laborieuses à l'*ombre* de la bourgeoisie. Cela s'est déjà produit, après le renversement du gouvernement Torres, en Bolivie, où s'est constitué un Front révolutionnaire antifasciste qui exprimerait l' « *unité combattante de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes* », c'est-à-dire un Front reproduisant le Front populaire et auquel participent les deux fractions « trotskystes » de Lora et de Moscoso.

Naturellement on ne peut reprocher au M.I.R. d'avoir rendu un hommage posthume à Allende. Ce qu'on lui reproche, c'est de vouloir continuer à appuyer l'allendisme, d'espérer le pousser plus loin. En réalité, le castrisme du M.I.R. révèle sa dégénérescence par rapport au modèle cubain, celui-ci s'étant bien gardé, malgré toute son idéologie démocratique et patriotique, d'adopter les méthodes des forces légalistes démocratiques traditionnelles. D'ailleurs, les dirigeants du M.I.R. reconnaissent eux-mêmes, du bout des lèvres, que c'est en faisant la mouche du coche vis-à-vis de Salvador Allende que le M.I.R. a perdu la physionomie qui lui avait permis de s'affirmer comme un bataillon avancé du mouvement populaire. Ayant pratiquement abandonné l'organisation de la guérilla, le M.I.R. ne s'est pas préoccupé de l'armement des paysans insurgés qui occupaient les terres, il s'est consacré essentiellement à une tâche... d'éducation scolaire et sanitaire et enfin s'est laissé aveugler par un ouvriérisme équivoque, prenant pour des « centres de force » et même « de pouvoir » des organisations plus ou moins conseillistes dépourvues aussi bien d'armes que d'une direction politique qui ne soit pas celle d'un appendice gouvernemental. La faillite de l'Union Populaire est donc aussi la faillite de ceux qui ont appuyé l'Union Populaire du « dehors » et qui veulent encore proposer cette Union sur un terrain qui serait celui de la lutte illégale et armée. Nous disons « serait » parce qu'on ne voit pas comment des forces bourgeoises qui

ont refusé d'armer le prolétariat quand elles pouvaient le contrôler au moyen des forces gouvernementales pourraient être disposées à s'engager dans une action subversive qui, en tant que telle, risquerait encore plus de les submerger. Il y a certainement dans le M.I.R. des forces disposées à combattre à tout prix, avec ou sans allendistes, mais il est clair que la direction tend encore à bloquer ces forces et à freiner leur combativité, même au niveau de l'action physique. Et ce qui est grave, c'est que cette attitude n'est pas uniquement celle des dirigeants du M.I.R., dont le confusionnisme politique et la désorientation tactique ne datent pas d'hier, mais aussi, à l'échelle internationale, celle d'une grande partie des « gauchistes » qui cautionnent une telle opération et souhaitent, peut-être plus vivement encore que le M.I.R., la création « *d'un large front d'action contre toutes les forces qui se battent contre le régime de Pinochet* », et ce au moyen d'un « *rapprochement de toutes les composantes de la gauche révolutionnaire en vue d'une unification organique* », comme le proclamait le 11 novembre un document signé par *Avanguardia operaia*, la IVe Internationale (S.U.) et certains groupes maoïstes en Italie, ces organisations affirmant « *que le M.I.R., après le coup d'Etat, a immédiatement trouvé une orientation basée sur les enseignements du marxisme-léninisme et sur la conception de la guerre populaire de longue durée. La ligne politique du M.I.R. constitue l'application créatrice du marxisme-léninisme à la réalité chilienne et n'a rien à voir avec les déformations révisionnistes et les positions simplistes d'un Debray* ». A propos de ces positions, remarquons que tout en étant effectivement simplistes, elles se basaient au moins sur l'expérience cubaine, alors que le « réalisme » du M.I.R. consiste à reprendre comme avant, et pire qu'avant, l'expérience allendiste, pourtant catastrophique, en déplaçant l'Unité populaire du terrain gouvernemental à celui de l'illégalité, ce qui constitue d'ailleurs une contradiction en soi.

L'erreur la plus grotesque concernant le « marxisme-léninisme » consiste précisément à croire et à faire croire que la « leçon » de la répression puisse régénérer par elle-même le mouvement de masse et relancer l'offensive de ces masses en l'absence d'une organisation préalable, ou plus exactement grâce à la dilution préalable, sur le plan politique et pratique, des forces potentiellement révolutionnaires dans une union populaire quelconque, dans une union de forces qui, étant orientées chacune dans un sens opposé, se neutralisent l'une l'autre et rendent cette union impuissante, et encore est-ce là la meilleure hypothèse, le résultat le plus courant étant de subordonner entièrement les composantes révolutionnaires à la direction bourgeoise et à ce pacifisme lâche qui viennent de s'illustrer au Chili.

---

*Note*

En dépit de ses déclarations *antiréformistes*, citées au début de l'article, le M.I.R. a adhéré ces jours-ci au *FRONT POPULAIRE*, qui vient de se constituer et qui comprend des social-démocrates, des staliniens et des catholiques « de gauche ». Ceci confirme que ses paroles « révolutionnaires » n'ont été que la couverture d'une manœuvre pour constituer un bloc, de la même façon que son fameux rôle d' « extrême gauche » dans feu le régime d'Allende n'a été en réalité qu'une « couverture de gauche » de la coalition gouvernementale.

# Les erreurs que vous ferez toujours

## (Le Chili et l'illusion démocratique)

Alors qu'au Chili les bourreaux militaires poursuivent la répression contre les partisans des partis hors-la-loi, surtout les plus à gauche, qui risquent — s'ils ne sont pas déjà tombés sous les coups du nouveau régime — de lourdes condamnations, le secrétaire du Parti Socialiste chilien, Carlos Altamirano, considéré comme le « représentant de l'Unité Populaire en exil », vient de déclarer à un journal italien qu'il veut tirer la leçon des « erreurs à ne pas refaire ». « *Si nous avions prévu à temps et évité les erreurs que nous avons commises*, a déclaré Altamirano, *le cours des événements aurait été différent* », avant de préciser ce qu'il entendait par « erreurs » :

« *Dans le gouvernement et dans l'Unité Populaire, le manque de direction politique unitaire, les manifestations de dispersion idéologique et les divergences tactiques ont entraîné des incohérences dans la gestion politique et des incompatibilités parmi les différents éléments qui participaient à la gestion tactique et politique du gouvernement. Ce qui manquait aussi, c'est une politique militaire. Il n'était ni logique ni conséquent de fonder le succès d'un processus révolutionnaire sur la loyauté personnelle de quelques militaires, sur des sentiments en apparence légalistes, sur des traditions qui faisaient partie de la mythologie bourgeoise* ». Après avoir dit que la classe dominante tient plus à la préservation des rapports de production qu'à la « *superstructure juridique* », Altamirano répète que ce qui a manqué, c'était une politique militaire ayant un « *pouvoir de dissuasion* » propre, et il ajoute :

« *Nous n'aurions pu éviter le coup d'Etat militaire et la guerre civile qu'en nous y préparant. La voie constitutionnelle, sans recours aux armes, par laquelle l'Unité Populaire entendait réaliser le passage au socialisme, n'aurait jamais dû écarter la possibilité de se transformer en action armée* ».

Quand ils sont balayés par ceux qui les ont tolérés dans leur propre intérêt, tous les démocrates sont prêts à admettre qu'ils se sont trompés par excès de « démocratie ». Piètres interprètes *libéraux* d'une démocratie bourgeoise qui à d'autres époques n'était pas jugée inconciliable avec l'usage de la force et de la terreur contre les pouvoirs abattus et qui au contraire s'en nourrissait, les « socialistes » chiliens bafouillent aujourd'hui sur ce qu'ils auraient dû faire. Après le coup terrible, s'élèvent les inévitables plaintes et on assiste à une débauche écœurante de « mea culpa » se voulant plus sincères les uns que les autres. Mais, — et ceci aussi est inévitable — on ne tire pas de la tragédie chilienne la seule leçon qui vaille, à savoir qu'il est nécessaire de rompre le front d'une « démocratie officielle », expression, ne disons pas d'une « transition au socialisme », mais même d'un pouvoir fort à l'égard des classes possédantes les plus arriérées et des intérêts impérialistes, cette force étant irréalisable sans l'armement et l'organisation des forces révolutionnaires dont le prolétariat sera toujours le moteur. Or cette condition il serait fou de l'attendre de la « démocratie » alors que, précisément, le prolétariat est le seul qui lutte à fond contre elle.

Pourquoi donc le gouvernement d'Allende n'a-t-il pas créé ce front, et pourquoi a-t-on donné plus d'importance aux « structures juridiques » qu'aux « rapports de production », comme dit le socialiste Altamirano en laissant entendre que c'est le contraire qu'on aurait dû faire ?

La vérité est que la tentative d'Allende n'a même pas atteint le niveau d'un mouvement bourgeois radical. C'était un mouvement lancé par la haute bourgeoisie elle-même et « caractérisé » par le fait qu'on a essayé de réaliser un compromis entre toutes les classes sociales. La bougeoisie croyait pouvoir gouverner sur la base de ce compromis général et pensait avoir trouvé en Allende l'homme qui pouvait modérer toutes les tendances extrémistes, surtout celles exprimées par les masses ouvrières et paysannes. Mais, après la victoire du coup d'Etat, chacun déclare en pontifiant qu'Allende n'a jamais eu la force d'imposer quoi que ce soit, et surtout pas, comme le reconnaît Altamirano lui-même, sur le plan militaire. En dépit de la faible résistance du palais de la Moneda, le pouvoir est passé aux militaires non pas *malgré* Allende, mais *grâce* à Allende. On sait en effet que ces mêmes militaires avaient été choyés par le gouvernement « socialiste ». « De 1970 à 1973, le budget de la défense, écrivait *Le Monde* du 20 décembre 1973, est passé de 1.119.700.000 d'escudos à 7.340.063.000 d'escudos », une augmentation considérable, même « compte tenu de l'inflation », surtout par rapport à 1969, « dernière année du gouvernement démocrate - chrétien d'Eduardo Frei », lui-même d'ailleurs pris d'une « brusque sollicitude à l'égard des prétoriens » au moment de l'élection présidentielle. La conquête des forces armées — présentées comme un modèle d'armée démocratique, au même titre que les autres institutions — ne s'est pas faite en remplaçant tous les anciens cadres, mais en voulant *acheter* cet appareil tel quel, grâce à des améliorations importantes sur le plan économique et au niveau des structures, avec pour seul résultat de donner des armes à l'ennemi et de le renforcer. L'armée chilienne était instruite militairement et « idéologiquement » par les Etats-Unis et Allende n'avait pas mis fin à cette situation : chaque année au moins 200 officiers et sous-officiers allaient suivre des cours de perfectionnement à Panama. Le général Carrasco W. (cf. article du *Monde* cité) qui fut accueilli triomphalement à Cuba en 1972 ne cachait pas qu'il avait tiré grand profit de ces cours, où il avait appris la « counter-insurgency war », c'est-à-dire *la guerre contre-révolutionnaire*.

Selon un des « collaborateurs militaires les plus proches » de l'Unité Populaire, pour Allende « *rompre ou même seulement réviser les rapports sur le plan militaire avec washington* eût été, à son gré, introduire un facteur politique dans les *problèmes essentiellement professionnels* » (idem). De plus, toujours selon la même source, quand le général Prats déjoua le complot du 29 juin 1973 mis sur pied par le colonel Souper, « *la marine et la Fach* (l'aéronautique) *étaient déjà depuis longtemps* (c'est nous qui soulignons) *prêtes à se soulever, et dans ces conditions l'épuration dans l'armée de terre, gagnée presque intégralement aux idées putschistes, loin de freiner le coup d'Etat, l'aurait déclenché* ».

Il s'agit donc de tout autre chose que de simples « erreurs » ! Allende n'était au pouvoir que *dans la mesure* où il avait favorisé tout cela, en laissant toujours l'alternative « forte » dans les mains de ceux qui détenaient le pouvoir réel. L'erreur, c'est tout simplement de s'être engagé dans la « voie chilienne », une voie dont Altamirano déclare qu'elle n'a pas

fait faillite, mais qu'elle reste « *un espoir ouvert pour les peuples* ».

***

Que la « voie chilienne » ait été fermée à tout développement révolutionnaire, c'est ce que confirment notamment les propos tenus par un conseiller politique d'Allende, Juan Garces, qui, à la question de savoir si « *l'on pouvait armer les ouvriers* », répond par la négative (*Le Monde*, 18 décembre 1973). Reconnaissant que « *l'Unité Populaire fondait sur la légitimité politique son droit de gouverner le pays et d'appliquer son programme, sans qu'il y ait un seul général socialiste, encore moins communiste, dans le haut commandement* » (force militaire contre « légitimité » politique ! !), le conseiller d'Allende affirme textuellement qu' « *il n'y a pas de révolution possible sans armée révolutionnaire* » et décrit comme un échec la tentative d'Allende de s'appuyer sur l'aile démocratique des forces armées, celle-ci étant trop faible pour « *neutraliser la majorité anti-socialiste des officiers* ».

Puisque le problème de la voie légale était, comme toujours, de maintenir « *l'équilibre interne qui s'était établi* », il fallait absolument éviter la rupture : « *le choix des forces armées ne laissait guère subsister de doute. En aucun cas, elles ne deviendraient le bras armé de la classe ouvrière* [c'est-à-dire, *en réalité*, des forces potentiellement révolutionnaires] ».

Le collaborateur d'Allende sait de quoi il parle : « *L'appui des militaires au gouvernement d'Allende s'inscrivait dans des limites politiques et sociales rigides, au-delà desquelles il ne pouvait se poursuivre* [...]. *Le secteur des forces armées reconnaissait le gouvernement légal dans la mesure où celui-ci agissait conformément au droit. Il lui était lié par une idéologie « institutionnelle » et non une idéologie de classe* ».

En d'autres termes, on reconnaissait que l'armée était une force ennemie que l'on croyait « contrôler »... en se tenant tranquille. Pour le collaborateur d'Allende il était donc clair que « *ce même corps armé qui défendait le gouvernement lui aurait désobéi s'il avait reçu un ordre contraire à la Constitution. Le président Allende n'avait pas la possibilité de renvoyer les Chambres et de gouverner par décrets-lois. Pas un seul régiment ne l'aurait alors soutenu* ».

Par conséquent les conditions mêmes qui permettaient d'être au pouvoir imposaient de ne rien faire de révolutionnaire. Pourquoi alors ne pas avoir fait appel, pour sortir de cette impasse, aux forces extérieures à l'armée, pourquoi ne pas les avoir armées et organisées ? La réponse du conseiller d'Allende est pour le moins décourageante : « *Il n'était même pas possible d'entreprendre une action de ce type* (la distribution d'armes aux travailleurs) *sans qu'elle soit immédiatement connue des forces armées* » ! Tous les propos de Juan Garces se ramènent à une seule chose : l'armement et l'action armée n'étaient pas possibles dans ces conditions, cela aurait provoqué une répression de la part de l'armée : « *Entre 1970 et août 1973 les circonstances objectives et subjectives qui déterminèrent le processus de l'Unité populaire rendaient* impossible *l'organisation d'une armée populaire parallèle à l'armée de métier* ».

Le programme politique du gouvernement d'Allende s'exprimait donc essentiellement dans l'attitude typique de tous les gouvernements modérés — qu'ils se présentent ou non comme une transition vers le socialisme — qui est de ne rien faire de radical pour éviter les réactions des militaires, et de tout faire en revanche pour faire croire au prolétariat et aux paysans que c'est là *la seule façon* d'empêcher la réaction de passer. En d'autres termes, le gouvernement ayant plus peur de l'organisation des ouvriers et des paysans que de l'armée qui le tolérait, *alors que les prolétaires en armes, eux, ne l'auraient pas toléré.*

Il est clair que tous ceux qui ont soutenu, de l'intérieur ou de l'extérieur, cette voie « pacifique » sont responsables du résultat. Une force révolutionnaire aurait ressenti comme un devoir fondamental le maintien rigoureux de son indépendance militaire et organisationnelle vis-à-vis du gouvernement et de ses partis, non seulement dans le but de contraindre ces derniers à être plus radicaux dans les mesures *bourgeoises* qu'ils prenaient, mais aussi pour se donner les moyens d'organiser l'autodéfense des prolétaires et des paysans *même* contre le gouvernement de « pacification ».

Qu'a fait un Altamirano, lui qui —selon ce que rapporte R. Debray — affirmait que « *la meilleure façon de précipiter l'affrontement et de le rendre encore plus sanglant est de lui tourner le dos* » ? Après le putsch manqué du 29 juin, Altamirano déclarait : « *L'unité n'a jamais été aussi grande entre le peuple, les forces armées et les carabiniers (...) et cette unité ira en se renforçant à chaque nouvelle bataille de la guerre historique que nous menons* ». Ces forces armées liées au peuple, ce sont celles dont le « choix putschiste » ne laissait, selon Garces, aucun doute, celles qui allaient réprimer le peuple quelques mois plus tard et qui avaient même reçu *du gouvernement progressiste* l'autorisation de réquisitionne toutes les armes découvertes grâce aux renseignements fournis par les « citoyens ». « Erreur » aussi, cette *loi ?*

*La seule « erreur » c'est de croire que l'on peut prendre une voie révolutionnaire sans moyens révolutionnaires.* L'erreur, c'est le gouvernement Allende lui-même, avec ses amis. Voilà la leçon qu'il faut tirer.

Maintenant la pire erreur serait de croire que pour corriger les défauts d'une « direction politique unitaire », les défauts de « dispersion idéologique » et de « divergences tactiques », il faille refaire le même bloc unitaire, comme l'affirme Altamirano. Critiquant le « sectarisme » de naguère, celui-ci parle de « volonté unitaire » et de « magnanimité et de générosité pour oublier (sic) le passé et travailler avec optimisme vers l'avenir » ! Les seuls qui soient exclus de ce bloc unitaire ce sont ceux qui en sont sortis pour le combattre avec les armes des militaires.

Altamirano a parfaitement exprimé, lors de sa rencontre avec le PS à Paris, l'illusion unitaire qui a mené à la catastrophe, montrant par là que ses critiques n'entament en aucune façon son unitarisme suicidaire : « *Nous avons vaincu dans l'unité, nous avons été douloureusement battus dans l'unité, c'est dans l'unité que nous vaincrons* ». Or, les causes de l'échec tiennent précisément à cette unité, qui ne donnera jamais une véritable victoire.

Comme nous le rappelions dans notre éditorial sur le Chili (*Le Prolétaire* n° 158) c'est là la voie de 1848 tracée par Marx et Engels, celle du refus d'être un simple « appendice de la démocratie officielle », celle de la reconnaissance de la nécessité de se constituer en « organisation indépendante, secrète et publique ». C'était la voie qu'il fallait prendre pour ne pas tomber dans l'illusion démocratique, c'est celle qu'il faudra suivre pour remonter la pente.

# UN AN DE TERREUR BLANCHE

*Il y a un an, le putsch de Santiago instaurait un régime d'horreur qui n'en finit pas. La suppression des droits les plus élémentaires, les licenciements politiques de masse, la répression impitoyable et barbare qui s'abat avec la régularité et la monotonie d'un mécanisme parfaitement huilé, l'écrasement sans pitié des militants des organisations de gauche, même les plus timorées, la torture institutionnalisée et systématique, les sévices planifiés, les camps de concentration et les assassinats individuels et collectifs ont transformé le Chili en un véritable terrain d'exercice policier.*

La répression infernale qui sévit au Chili ne s'explique pas seulement par la « vengeance sacrée » des secteurs les plus rétrogrades des classes dominantes chiliennes. Elle est entretenue par le gendarme américain à titre d'intimidation et d'exemple à l'adresse, non seulement des masses exploitées d'Amérique Latine mais de celles du monde entier, et en premier lieu du prolétariat. « Voyez ce qui attend tous les écervelés et les fous qui voudraient se rebeller contre le sacro-saint Ordre international !», tel est le sens profond de ce régime de terreur.

Pour les communistes révolutionnaires, le lugubre acharnement des militaires chiliens et l'impunité de leurs crimes ne peuvent être un motif de jérémiades. Dans les manifestations de solidarité et l'indispensable lutte contre la terreur blanche, ils doivent démontrer que pas une once de paix, de tranquillité, de bien-être ne peut être obtenue sans manier les armes mêmes qui nous sont imposées par l'adversaire. Violence contre violence, dictature contre dictature, telle est la seule et unique voie de l'émancipation du joug du capital. L'énorme puissance de l'adversaire, brutalement mise en évidence par l'exemple chilien, montre tout le chemin qui reste à parcourir pour que le prolétariat se donne une force au moins égale, et soit organisé autour d'un parti capable de manier ces armes.

Une telle attitude est évidemment aux antipodes de celle des démocrates, staliniens, sociaux-démocrates, et autres chrétiens de toute nuance (sans parler des gaullistes) qui ont appelé début juillet à Paris à faire du 11 septembre une « journée internationale de solidarité », eux dont les cousins chiliens ont préparé — *tous* — le terrain au *golpe*, que se soit directement comme cela découlait de leur nature et faisait partie de leur rôle de partis bourgeois, que ce soit comme les staliniens en désarmant pratiquement le prolétariat. La conférence pan-européenne de Paris a lancé un « appel à l'opinion publique internationale », adressé aux organisations internationales et à tous les gouvernements pour que cesse au Chili « l'état de guerre interne » (!) et que soient rétablis — sous le régime de Pinochet ! — les droits et les libertés élémentaires. Mais peut-on attendre autre chose que des mascarades et des aveux d'impuissance de la part de ceux qui prétendent avoir trouvé au Chili la confirmation que la meilleure arme du prolétariat pour « étouffer la violence réactionnaire », c'est le respect de la légalité bourgeoise, de la part de ceux qui inculquent aux exploités l'idée qu'ils ne doivent pas se rebeller pour ne pas s'attirer les foudres de la réaction, et ont la prétention, après avoir paralysé la lutte, empêché toute préparation sérieuse aux affrontements inéluctables, et livré la classe ouvrière et les masses exploitées désarmées au massacre, de panser les plaies par des boniments sur le bon droit et la « dignité » ?

***

Il est facile de comprendre dans ces conditions combien dangereuse est l'attitude confusionniste de groupes prétendument communistes et révolutionnaires qui évitent de faire la critique la plus claire du rôle joué par les opportunistes et les démocrates en pareil épisode. On ne peut mettre sur le même plan, d'une part la saine réaction de prolétaires à la « terreur exemplaire » que connaît le Chili (réaction qu'un parti révolutionnaire doit se rendre capable de canaliser), et d'autre part l'orientation que cherche toujours à leur donner l'opportunisme. L'attitude réellement communiste consisterait bien sûr à appeler les prolétaires à manifester leur haine envers la répression bourgeoise et à la combattre, mais aussi à démontrer aux masses qui entendent le faire que l'orientation que les démocrates impriment à la réaction prolétarienne est contraire aux principes et aux exigences de la lutte de classe.

Loin de s'atteler à une pareille tâche, *Rouge* du 24 juillet tait d'une part complètement le rôle joué par le stalinisme dans les événements chiliens comme dans la préparation de la situation contre-révolutionnaire actuelle où il fut responsable du massacre de l'avant-garde internationale du prolétariat et en premier lieu de la vieille garde bolchévique ; et d'autre part ce même journal, après avoir indiqué quelques « limites » de la conférence de Paris, souligne néanmoins son importance en ces termes : « *Elle est un acte d'accusation de poids contre la junte, au moment précis où celle-ci, aux prises avec une crise économique décisive, ne peut obtenir de crédits ou d'investissements significatifs sans « libéraliser » sa dictature, ni permettre aux luttes partielles de s'amplifier, s'organiser, se généraliser.*

*Si elle est un moyen de pression sur la Démocratie Chrétienne dans la logique permanente d'en détacher au moins l'aile gauche, elle est aussi et davantage, objectivement, un encouragement au développement et des luttes au Chili et de la solidarité internationale à celles-ci* ».

Il n'est pas besoin de démontrer le caractère véritablement grotesque de l'idée selon laquelle les appels au droit pourraient avoir une influence sur les mouvements de capitaux, ces derniers pourraient modifier l'attitude de la bourgeoisie dans un sens favorable au prolétariat, et de telles méthodes d'appel aux gouvernements et à l'impuissante « opinion internationale » pourraient avoir d'autres effets que de berner les prolétaires.

Il est surtout particulièrement scandaleux, après les événements du Chili précisément, d'entendre des « révolutionnaires » affirmer que des bavardages de démocrates pourraient être « objectivement un encouragement au dévelopement des luttes au Chili ».

Comme si la première chose à faire, pour encourager la résistance à la dictature militaire et lui donner un minimum d'efficacité n'était pas précisément de tirer le bilan des luttes et des catastrophiques défaites passées ! Or que penser des partis, qui, après la tragique responsabilité qu'ils portent pour avoir non seulement laissé sans préparation le prolétariat et les masses laborieuses, mais même annihilé tous leurs efforts, veulent recommencer le même scénario, quand ils ne cherchent pas à faire croire aux masses exsangues que la Démocratie Chrétienne de Frei, hier responsable de la chute et du piège de l'Union Populaire, serait aujourd'hui un allié dans la lutte contre la dictature ? Les partis « de gauche » chiliens ont perdu depuis longtemps toute capacité et tout droit historique à mener la lutte contre les classes dominantes et l'impérialisme : bien plus, ils ont ouvert la voie à la répression bourgeoise. Quant à leurs frères et cousins à l'échelle internationale, l'expérience devrait avoir montré depuis longtemps que le prolétariat ne peut leur faire la moindre confiance sans risquer le pire.

# LA LEÇON DE LA TRAGÉDIE CHILIENNE

**A l'occasion des manifestations du 11 septembre, nos militants ont diffusé le tract suivant :**

*PROLETAIRES, CAMARADES,*

*Il y a un an, le régime de Salvador Allende, tout réformiste et légaliste qu'il était, tombait sous les coups d'une armée entraînée et subventionnée par l'impérialisme américain pour défendre ses intérêts et ceux des classes dominantes du Chili ; une répression féroce — qui dure encore — s'abattait sur les travailleurs chiliens et leurs organisations politiques et syndicales.*

*Aujourd'hui, on vous demande de manifester votre indignation contre la terreur impitoyable que font régner Pinochet et ses acolytes et d'exprimer votre solidarité à l'égard de leurs victimes. Mais les partis et les groupes qui vous appellent à manifester ne sont rien d'autre que les équivalents européens de ceux qui, directement ou indirectement, ont frayé la voie à Pinochet : les radicaux, fussent-ils « de gauche », qui défendent et ne peuvent défendre que les intérêts de leur classe et dont il est absurde d'attendre qu'ils rejoignent la cause de l'émancipation prolétarienne ; les partis prétendument ouvriers, comme le parti socialiste et le parti « communiste », qui vous bercent d'illusions mortelles sur la voie pacifique, légale et parlementaire au socialisme et qui vous préparent ainsi, en vous désarmant politiquement et physiquement, à subir le joug du capital. En même temps, ou concurremment avec ces partis, certains groupes d'extrême-gauche vous demandent de manifester votre solidarité avec les victimes et votre indignation envers les bourreaux alors que, suivant l'exemple du MIR chilien, ils cautionnent, fût-ce en pratiquant un « soutien critique », la répétition de ce même front d'alliance entre les classes qui a conduit à la défaite les prolétaires et les paysans chiliens.*

*PROLETAIRES, CAMARADES,*

*Il n'y a qu'une façon sérieuse de manifester votre solidarité à l'égard de vos frères persécutés et massacrés, c'est de tirer de la tragédie chilienne une confirmation vivante de la leçon séculaire du marxisme. La voie de l'émancipation de la classe ouvrière ne passe pas par le bulletin de vote, le parlement, les réformes, la démocratie, la participation au gouvernement ou le gouvernement ouvrier sanctionné par des lois. Elle passe par la conquête violente du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, l'exercice de la dictature prolétarienne, et tout cela suppose la présence du parti de classe jouant un rôle dirigeant. Cette voie-là on ne la prépare pas en se solidarisant ou en fusionnant avec des couches mal définies et soi-disant progressistes de la bourgeoisie nationale, mais en rassemblant autour du drapeau de la révolution prolétarienne les masses laborieuses exploitées des villes et des campagnes. On ne répond pas à la violence de l'oppresseur en faisant appel aux lois, à la morale et à la justice, mais par la violence des opprimés. On n'oppose pas aux armes de la classe dominante des articles de constitution ou les principes éternels de la démocratie universelle, mais les armes de la classe dominée. On ne peut pas demander à l'armée, bouclier de la bourgeoisie, de se « démocratiser » pour le plus grand bien du*

*prolétariat, comme le font certains groupes qui se veulent cependant révolutionnaires. La classe ouvrière aura besoin d'une armée à elle pour écraser son ennemi de classe : elle ne peut demander aide et protection à l'instrument de défense de la société capitaliste.*

*PROLETAIRES, CAMARADES,*

*Les «socialistes» du genre d'Allende ont depuis longtemps oublié cette vérité. Les faux communistes qui, ayant perdu toute pudeur, se présentent comme les héritiers d'Octobre 1917 et de la IIIe Internationale, ont tout fait pour l'effacer de votre conscience. Cette vérité, il faut qu'elle redevienne votre guide.*

*Les révolutionnaires — qui sont aujourd'hui une infime minorité — n'attendent ni compréhension ni pitié de la part de la bourgeoisie et de ses laquais. Ils ne les accusent pas non plus de «trahir la classe ouvrière» : l'ennemi de la classe, au Chili ou ailleurs, a-t-il jamais fait mystère de sa ferme décision de conserver, par tous les moyens, ce rempart de l'exploitation des travailleurs qu'est le pouvoir d'Etat ? Ce que les révolutionnaires appellent* trahison, *c'est le travail quotidien de désarmement idéologique, politique et physique du prolétariat que mène l'opportunisme ; son chef de file est le stalinisme, massacreur du Parti de Lénine, fossoyeur de la IIIe Internationale, responsable du cycle contre-révolutionnaire qui pèse durement depuis près d'un demi-siècle sur le prolétariat des métropoles impérialistes et sur les masses ouvrières et paysannes des pays ex-coloniaux et arriérés ; et la tragédie chilienne ne représente malheureusement qu'un fruit supplémentaire de cet opportunisme sanglant.*

*Tout en déclarant n'avoir rien en commun avec Staline et ses héritiers, des groupes d'extrême-gauche appuient cependant de façon plus ou moins consciente les manifestations officielles, sans souffler mot du rôle criminel de l'opportunisme légaliste et pacifiste, sans la collaboration duquel l'impérialisme américain, la junte militaire, la démocratie chrétienne de Frei, et tous les représentants de la conservation sociale, n'auraient jamais pu accomplir leur sinistre besogne. En cachant ce rôle, ils vous empêchent objectivement de reconnaître, aux côtés de votre ennemi direct, son complice et son laquais l'opportunisme ; ils vous lient objectivement les mains en vous exposant aux coups de la bourgeoisie et de ses agents.*

*Contre la brutale dictature* ouverte *des Pinochet du monde entier soutenus par l'impérialisme américain, contre la dictature* cachée *sous le masque démocratique des bourgeois qui font mine de pleurer sur les cadavres des ouvriers et des paysans précisément parce qu'ils ont cessé de menacer l'ordre établi, «on ne peut lutter avec succès qu'avec les forces et les méthodes de la révolution prolétarienne». Cette leçon que Trotsky a tirée de tout le patrimoine marxiste, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière «ne veulent ni ne peuvent la faire leur», mais ils s'efforcent au contraire jour après jour de l'étouffer. C'est cette leçon qui doit être propagée en cet anniversaire du massacre des travailleurs chiliens.*

***PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL***

# MIGUEL ENRIQUEZ

*Miguel Enriquez est tombé les armes à la main contre la réaction chilienne et impérialiste. Sa mort est celle d'un militant convaincu de la nécessité de la lutte armée à laquelle l'action politique de son parti, le MIR, avait essayé, bien qu'à sa façon, de préparer les masses chiliennes.*

*Le « coup d'Etat gorille », la terreur blanche déchaînée sur les travailleurs, la répression contre les mouvements politiques de la gauche parlementaire, même pacifistes, ne font que réaffirmer, si besoin était, que toute révolution, que la victoire sur l'impérialisme et les classes dominantes — la dite « oligarchie » dans le cas chilien, mélange du grand capital financier et commercial et des grands propriétaires fonciers — exige l'insurrection armée, la destruction de leur pouvoir de classe, la terreur rouge des classes exploitées, en dehors desquelles il n'y a que de l'impuissance — lorsqu'il ne s'agit pas d'abdication et de trahison, toutes deux incarnées dans l'UP, synthèse politique de réformisme et de crétinisme, de pacifisme et de couardise, de compromission avec l'ennemi et de désarmement des masses.*

*Le Chili montre encore une fois que le réformisme est incompatible avec la révolution — même démocratique —, et que la victoire de la révolution populaire a comme condition nécessaire la démarcation nette, la rupture politique préalable d'avec le légalitarisme réformiste, de tout mouvement qui prétend conduire la révolution à la victoire.*

*Avec des racines dans les masses prolétarisées et plébéiennes, le MIR a joué le rôle d'aile extrémiste du réformisme, en donnant son appui critique à l'UP. Ses militants, entraînés par un extrémisme ambigu, furent des victimes toutes désignées de la terreur blanche, surtout lorsque la démocratie parlementaire chilienne montra bien sa nature de bastion de la défense des intérêts des classes dominantes, comme l'affirmait — avec ses hésitations et ses oscillations caractéristiques — le MIR.*

*Après septembre 1973, le MIR fit encore un pas en arrière et tomba dans le piège d'un front politique commun non seulement avec le PCC et le PSC (front qu'il avait refusé auparavant) mais encore avec « l'aile gauche » de la DC, taisant ainsi les leçons tirées par le PC et le MAPU-OC, selon lesquels les causes de la catastrophe chilienne auraient été dans l'extrémisme du MIR, et apportant ainsi son prestige au sein des masses exploitées à une alliance de classes bourgeoises et petites-bourgeoisies : ce fut le sens de « l'hommage » rendu le jeudi 10 octobre à Paris par les partis de la « résistance chilienne » à Miguel Enriquez.*

*Les victimes de la réaction blanche, et Miguel Enriquez avec eux, ne seront vengés que par la défaite de la domination politique de l'oligarchie et de l'impérialisme au Chili, qui ne pourra être atteinte que lorsque la terreur révolutionnaire s'exercera même sur les courants bourgeois et petits-bourgeois chez qui le MIR cherche des alliés, et doit être préparée dès aujourd'hui par l'indépendance doctrinale, politique et organisative vis-à-vis d'eux.*

# AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

## EN LANGUE FRANÇAISE

- **La question parlementaire dans l'Internationale Communiste**, 60 pages .. 4,00 F
- **Revue « Programme Communiste »:**
  - Nos 1 à 42 ..... épuisés
  - Nos 45 à 47, 50, 56, 61 ..... 4,00 F
  - Nos doubles: 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 ..... 7,00 F
  - N° 58 (192 pages) ..... 10,00 F
  - N° 59, 60, 62, 63 ..... 5,00 F
  - N° 64, 65 ..... 6,00 F
- **Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées:**
  (les numéros 1 à 30 sont épuisés).
  - Volume I: du n° 31 ou n° 71 (décembre 1969) ..... 30,00 F
  - Volume II: du n° 72 au n° 117 (années 1970-71) ..... 30,00 F
  - Volume III: du n° 118 au n° 163 (années 1972-73) ..... 30,00 F
- **Série: « Les textes du Parti Communiste International »:**
  1. **Communisme et fascisme**, 158 pages ..... 8,00 F
  2. **Parti et classe**, 112 pages ..... 8,00 F
  4. **Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes**, 56 pages ..... en réimpression
  5. **La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats.** Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 pages 7,00 F
  6. **Force, violence, dictature dans la lutte de classes**, 60 pages .... 4,00 F
  7. **Défense de la continuité du programme communiste**, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... 15,00 F

## EN LANGUE ITALIENNE:

- **Storia della Sinistra comunista** - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages .... 30,00 F
- **Storia della Sinistra comunista** - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- **Série: « I testi del partito comunista internazionale »:**
  1. **Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario**, 62 pages ..... 7,00 F
  2. **In difesa della continuità del programma comunista**, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... 12,00 F
  3. **Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana**, 125 pages ..... 12,00 F
  4. **Partito e classe**, 137 pages ..... 15,00 F
  5. **« L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati**, 123 pages ..... 12,00 F
  6. **Per l'organica sistemazione dei principi comunisti**, 198 pages .... 10,00 F

## EN LANGUE ALLEMANDE:

1. **Die Frage der revolutionären Partei**, 56 pages ..... 4,00 F
2. **Revolution und Konterrevolution in Russland**, 86 pages ..... 6,00 F
3. **Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus**, 76 pages 6,00 F
4. **Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus**, 88 pages ..... 8,00 F

## EN LANGUE ANGLAISE:

- **Série: « The Texts of the International Communist Party »:**
  1. **The Fundamentals of Revolutionary Communism** ..... 4,00 F
  2. **Party and Class** ..... en préparation

## EN LANGUE ESPAGNOLE:

- **Série: « Los textos del partido comunista internacional »:**
  1. **Los fundamentos del comunismo revolucionario** ..... 4,00 F
  2. **Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase** ..... 4,00 F
  3. **Partido y clase** ..... 8,00 F

## EN LANGUE PORTUGAISE:

- **Série: « Os textos do partido comunista internacional »:**
  1. **Teses caracteristicas do partido: bases de adesão** ..... 3,00 F
  2. **Lições das contra-revoluções** ..... 3,00 F
  3. **Os fundamentos do comunismo revolucionario** ..... 5,00 F

---

**Commandes: Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12e**
**Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).**
**Envois: nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.**